

Les habitants de **Hong-Kong** manifestent pour la démocratie

Page B 3



Le PLC en tête au Québec Page A 3

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

Vol. CV N° 220

LE DEVOIR, LE LUNDI 29 SEPTEMBRE 2014

1,13 \$ + TAXES = 1,30 \$

LE MARATHON DE MONTRÉAL TOUJOURS PLUS POPULAIRE



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Ils étaient près de 35 000 à courir sous le soleil dimanche lors du 24^e Marathon de Montréal, remporté cette année par l'Américain Ben Bruce en 2 h 22 min 38 s. Une journée exceptionnelle pour un événement qui accumule les records de participation d'une année à l'autre. **Page B 4**

MATERNITÉ

Un congé offert en double aux médecins

AMÉLIE DAoust-BOISVERT

Une faille dans la loi permet aux médecins d'encaisser une double prestation de maternité pouvant atteindre de 2,5 à 3,5 fois la prestation maximale hebdomadaire touchée par les autres parents.

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) reconnaît le problème. Son porte-parole a confirmé au *Devoir* que les médecins peuvent encaisser en même temps leur prestation de maternité particulière versée par la RAMQ et celle du Régime québécois d'assurance parentale (RQAP) sans être pénalisés.

Tant des fiscalistes que les fédérations médicales soutiennent que cette possibilité n'est que « théorique » et qu'il n'est absolument pas certain que des médecins s'en prévalent. Impossible de savoir, tant auprès de la RAMQ que du MESS, si des médecins ont déjà tenté de recevoir les deux prestations en même temps.

La présidente de la Fédération des médecins spécialistes du Québec (FMSQ), la D^{re} Diane Francœur, affirme que la faille doit être refermée et qu'il n'est absolument pas « éthique » d'encaisser les deux prestations en concomitance. « On peut faire un parallèle avec l'affaire Yves Bolduc. Ce n'est pas parce que quelque chose est légal que c'est éthique », tranche-t-elle, en référence aux primes de prise en charge de patient que le ministre de l'Éduca-

VOIR PAGE A 8 : MÉDECINS

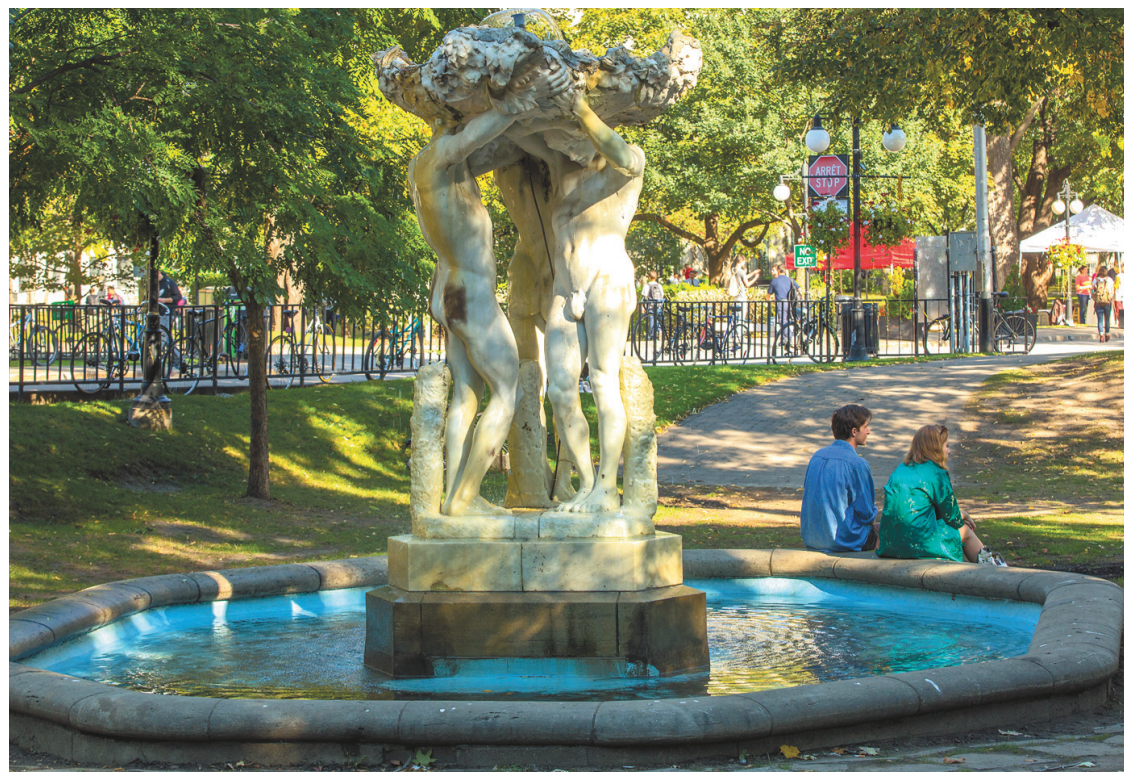
AUJOURD'HUI



Le monde · Syrie: la coalition internationale s'en prend au pétrole des djihadistes. La section locale d'al-Qaïda menace les États-Unis et leurs alliés de représailles. **Page B 1**

Actualités · Le ministre Yves Bolduc laisse planer l'incertitude au sujet des réformes en éducation. **Page A 2**

Le recrutement mené par le Bloc québécois crée des remous au sein de Québec solidaire. **Page A 3**



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

La fontaine des *Trois nus* située devant le Pavillon des Arts du campus de l'Université McGill.

Une montagne pour château d'eau

L'eau, fil conducteur du développement de Montréal

Des coquillages marins tropicaux sur le mont Royal au corridor souterrain du square Victoria, Montréal révèle ses liens étroits avec l'eau.

FRÉDÉRIQUE DOYON

La métropole québécoise est une des seules villes du monde à ne pas compter de château d'eau. Qu'à cela ne tienne, le mont Royal en tient lieu. Avec ses six réservoirs, il abrite une hydrographie aussi généreuse que peu connue. « L'eau est pompée dans le Saint-Laurent, elle est traitée, nettoyée et amenée sur la montagne

dans de grands réservoirs qui permettent de maintenir les pressions et débits dans le réseau d'eau, comme un château d'eau », explique Jean-Michel Villanove, responsable des services éducatifs des Amis de la montagne.

Une des deux randonnées offertes chaque année par l'association prend l'eau pour thème, en partant de la montagne pour se rendre, à pied, jusqu'au fleuve dans le Vieux-Port.

« On retrouve partout ce lien de l'eau, entre fleuve et montagne. C'est un fil conducteur » de tout le développement de Montréal, souligne M. Villanove en montrant, plus tard au cours de

VOIR PAGE A 8 : MONTAGNE

POINT CHAUD

Débâcle démocrate en vue aux élections de mi-mandat

Une majorité républicaine à la Chambre des représentants? C'est pratiquement sûr. Au Sénat? C'est fort probable. Vieux routier de la politique américaine, l'analyste Stuart Rothenberg juge le contexte national très favorable aux républicains pour remporter les élections de mi-mandat du 4 novembre.

JEAN-FRÉDÉRIC LÉGARÉ-TREMBLAY à Washington, D.C.

En politique, un an est une éternité. Parlez-en aux démocrates, qui se délectaient de la volée de bois vert que les Américains avaient donnée aux républicains de la Chambre des représentants en octobre 2013. Devant l'incapacité de ces derniers et de la Maison-Blanche à parvenir à un accord sur le budget, le gouvernement fédéral avait dû fermer ses portes pendant 16 jours, et les Américains avaient fait porter la responsabilité de cette impasse sur la majorité républicaine de la Chambre basse. Mais aujourd'hui, à près d'un mois des élections de mi-mandat, tout cela est de l'histoire ancienne, oubliée même, et le balancier oscille clairement vers les républicains, observe l'analyste politique Stuart Rothenberg.

« Le contexte politique national est assez terrible

VOIR PAGE A 8 : DÉBÂCLE



Avis légaux..... B 2
Décès..... B 6
Météo..... B 5
Mots croisés..... B 5
Petites annonces..... B 6
Sudoku..... B 4

ACTUALITÉS

Ebola a fait plus de 3000 victimes

Genève — L'épidémie de fièvre hémorragique Ebola a franchi le cap des 3000 morts, le virus ayant tué près de la moitié des quelque 6500 personnes infectées, selon le dernier bilan de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) publié samedi.

Sur un total de 6574 malades d'Ebola dans cinq pays d'Afrique de l'Ouest, 3093 sont mortes, précise l'OMS dans ce bilan arrêté au 23 septembre.

Un précédent bilan daté du 21 septembre et publié jeudi à Genève faisait état de 2917 morts en Afrique de l'Ouest sur 6263 cas.

En Guinée, d'où l'épidémie est partie fin 2013, il y a eu 648 morts sur 1074 cas. Au Liberia, pays le plus touché, elle a touché 3458 personnes, dont 1830 sont mortes. Et en Sierra Leone, le virus a infecté 2021 personnes dont 605 sont mortes, selon la même source. Au 23 septembre, huit morts, sur 20 cas, avaient été recensés au Nigeria.

La maladie, aussi appelée fièvre hémorragique à virus Ebola, atteint un taux de létalité d'environ 70% selon une étude de l'OMS.

L'infection se produit par contact direct avec les fluides corporels, sang, liquides biologiques ou sécrétions. La période d'incubation va de 2 à 21 jours. Le patient devient contagieux à partir du moment où des symptômes se manifestent. Il ne l'est pas pendant la période d'incubation.

La publication samedi par l'OMS de ce nouveau bilan in-

tervient alors que le Sénégal a ouvert un corridor humanitaire aérien pour permettre d'acheminer de l'aide dans les trois pays les plus touchés, après la fermeture de ses frontières le 21 août.

Corridor humanitaire

Un avion du Programme alimentaire mondial (PAM) transportant du personnel humanitaire en provenance de Conakry a atterri samedi après-midi sur le site du corridor humanitaire, installé sur une base militaire aérienne près de l'aéroport de Dakar, a constaté un journaliste de l'Agence France-Presse.

Le corridor est fonctionnel « depuis deux jours », mais est encore en aménagement, selon un officiel sénégalais. Il a été « ouvert dans le cadre de la solidarité internationale. Nous sommes tombés d'accord [avec les organisations internationales et des pays occidentaux notamment] pour [y] faire passer des équipements, des médicaments, un appui en ressources humaines pour sauver des vies », a déclaré devant la presse la ministre sénégalaise de la Santé, Awa Marie Coll Seck.

De nombreuses rotations d'avions de pays et d'organismes internationaux, ayant promis d'acheminer de l'aide en Guinée, en Sierra Leone et au Liberia, à partir du corridor humanitaire, doivent avoir lieu dans les prochains jours, selon des responsables sénégalais.

Agence France-Presse

RÉFORMES EN ÉDUCATION

Le ministre Bolduc laisse planer l'incertitude

PAULINE GRAVEL

Interrogé en marge du lancement de la Semaine pour l'école publique, le ministre de l'Éducation, Yves Bolduc, a refusé de confirmer l'une ou l'autre des mesures que son ministère envisage d'imposer au réseau de l'éducation dans le but d'aider le gouvernement à atteindre l'équilibre budgétaire en 2015-2016.

Il a simplement affirmé que le réseau subira « des transformations au cours des prochaines années », mais il n'a pas voulu en préciser la teneur. « Nous sommes dans la période d'évaluation. En temps et lieu, on tirera des conclusions et on prendra les décisions nécessaires », a-t-il répété aux journalistes qui le pressaient de clarifier les rumeurs de réduction du budget du ministère de l'Éducation d'environ un milliard de dollars.

Le ministre attendra les élections scolaires du 2 novembre avant d'annoncer quelles seront les victimes de sa réforme, parmi lesquelles pourraient figurer les commissions scolaires dont la fusion, voire l'abolition, n'est pas exclue. « À ce stade-ci, ce ne sont que des hypothèses », a-t-il dit avant de réfuter également une possible réduction du financement qu'il accorde aux écoles privées. « Ce n'est pas parce qu'une hypothèse a été proposée dans un rapport [Champoux-Lesage] qu'elle sera nécessairement mise en place. Il ne faut pas mettre en opposition le réseau public et le réseau privé. On veut améliorer les deux réseaux et les financer de façon adéquate », a-t-il soutenu.

Invité à commenter les rumeurs, Sylvain Mallette, président de la Fédération autonome de l'enseignement (FAE), a fait remarquer que « ce n'est pas la



JACQUES BOISSINOT LA PRESSE CANADIENNE

Le ministre Yves Bolduc n'a pas voulu confirmer les rumeurs sur la fusion ou l'abolition des commissions scolaires.

première année que l'école publique subit des compressions. Nous sommes toutefois à la limite de franchir un point de rupture. On confie une mission à l'école publique, qui est celle d'accueillir tous les élèves et de leur fournir tous les services dont ils ont besoin. Mais on constate que cela devient de plus en plus difficile, voire impossible, parce que les ressources ne sont pas suffisantes. Les directions sont amenées à faire des choix déchirants entre deux besoins légitimes.»

Pas de grandes économies

Bien que la FAE préconise une révision du fonctionnement des commissions scolaires, M. Mallette croit qu'« il y a un danger à laisser croire que la fusion des commissions scolaires se traduit automatiquement par une économie d'échelle. C'est faux. On l'a vu en 1997, lors du passage des commissions scolaires du statut confessionnel au statut linguistique, le gouvernement en avait profité pour fusionner quelques commissions scolaires, car on prétendait que ça permettrait d'économiser. On se rend compte que ce n'est pas nécessairement vrai.»

La FAE rêve par ailleurs que le gouvernement mette fin au financement public des

écoles privées. « Il faut cesser de croire que ça coûterait plus cher d'accueillir les élèves qui proviennent du privé », affirme M. Mallette.

Pour sa part, la Fédération des commissions scolaires du Québec regarde comment elle « pourrait améliorer l'efficacité de l'organisation par différents regroupements de services ou certaines fusions », assure son vice-président, Richard Flibotte. La possibilité que certaines responsabilités, comme la gestion des infrastructures et le transport scolaire, soient transférées aux municipalités inquiète toutefois la fédération. « On a la chance d'avoir au Québec une structure qui est dédiée exclusivement à l'éducation. Transférer à des municipalités des services dont ce n'est pas la préoccupation première est inquiétant, car, au final ce sera le parent ou l'élève qui écopera. On travaille déjà avec les municipalités pour le partage de nos équipements sportifs et culturels. Si tout cela est transféré aux municipalités, est-ce qu'on ne perd pas au profit de la Ville ces équipements-là qui sont nécessaires pour la réussite des jeunes ? » se demande M. Flibotte.

Pour Hélène Bourdages, présidente de l'Association

« Il ne faut pas mettre en opposition le réseau public et le réseau privé. On veut améliorer les deux réseaux et les financer de façon adéquate. »

Yves Bolduc, ministre de l'Éducation

montréalaise des directions d'établissements scolaires (AMDES), les commissions scolaires jouent un rôle stratégique et essentiel. « Nous avons besoin d'un intermédiaire entre le ministère de l'Éducation et les directions d'écoles pour gérer le transport, la construction, etc. Les commissions scolaires ont des expertises que les directeurs d'école, qui sont le plus souvent des enseignants, n'ont pas nécessairement et qui sont appréciables », dit-elle.

Maternelle 4 ans

Lors de son allocution, le ministre Bolduc a reconnu le succès de « la maternelle 4 ans » qui est le thème de cette 6^e édition de la Semaine de l'école publique. « Pour les enfants qui ont de nombreux besoins, il ne faut pas attendre la maternelle cinq ou six ans, car le retard sera difficile à rattraper. Je vais demander à chaque commission scolaire du Québec d'ouvrir au moins une classe de maternelle quatre ans », a-t-il affirmé avant d'ajouter que « l'existence des services destinés aux élèves les plus vulnérables [handicapés ou en difficulté] ne sera pas remise en question ».

Le Devoir



FORUMS CITOYENS SUR LA FISCALITÉ QUÉBÉCOISE

« Une occasion d'exprimer votre point de vue afin d'alimenter les travaux de la commission! »



Judi 2 octobre
19 h à 22 h



Montréal
Salle polyvalente (SH-4800)
Pavillon Sherbrooke de l'UQAM
200, rue Sherbrooke Ouest



Information et inscription
inm.qc.ca



#ForumsFiscalité

Forums organisés par l'Institut du Nouveau Monde en collaboration avec la Commission d'examen sur la fiscalité québécoise.

INSTITUT DU NOUVEAU MONDE

Commission d'examen sur la fiscalité

Québec



CLEMENT ALLARD LA PRESSE CANADIENNE

Philippe Couillard a rencontré le président allemand, Joachim Gauck, lors de sa visite au Québec.

SOUVERAINETÉ

Le PQ dénonce l'ingérence de l'Allemagne

ALEXANDRE ROBILLARD
à Québec

Le président de l'Allemagne, Joachim Gauck, a choqué le Parti québécois en se réjouissant, samedi, que le Québec ne se soit pas séparé du Canada.

Le chef de l'État allemand a fait cette déclaration à l'occasion d'une étape dans la capitale québécoise d'une mission économique qui l'a mené à Toronto et Ottawa au cours des derniers jours.

Dans une allocution, en présence du premier ministre Philippe Couillard, M. Gauck a brièvement évoqué le projet indépendantiste québécois. Soulignant le rôle important du Québec au sein du Canada, M. Gauck s'est montré satisfait qu'il demeure dans la fédération canadienne. « Lorsque nous nous sommes préparés à cette visite, nous avons appris le rôle important et particulier que joue votre province, a-t-il dit. Nous sommes également heureux qu'il n'y ait pas eu de séparation de votre province du Canada. »

« Choquant »

La députée péquiste Carole Poirier, porte-parole en matière de relations internationales, a estimé que M. Gauck n'avait pas à se prononcer de la sorte dans le cadre d'une visite protocolaire. « Je trouve ça choquant, a-t-elle dit. [...] On com-

prend qu'il peut avoir son opinion, on respecte son opinion, mais je pense que ce sont des affaires internes et que ça ne devrait pas être commenté. »

Selon M^{me} Poirier, l'intervention de M. Gauck est plus grave que la présence de péquistes lors du référendum en Écosse, où certains députés se sont affichés ouvertement en faveur de l'indépendance, dont Bernard Drainville. « M. Gauck est président de son pays, ce n'est pas pareil. »

Lors d'un point de presse qui a suivi l'allocution de M. Gauck, M. Couillard a estimé que les propos du chef de l'État allemand trouvent régulièrement des échos ailleurs dans le monde. « C'est un commentaire qu'on entend assez régulièrement à l'étranger, a-t-il dit. Les gens sont contents qu'au Canada, l'ambiance politique soit stable. Ils reconnaissent cependant très bien le caractère distinct du Québec. »

Cette déclaration de M. Gauck survient un peu plus d'une semaine après un référendum en Écosse où les électeurs ont rejeté l'option de déclarer leur indépendance pour choisir de demeurer au sein du Royaume-Uni.

Selon M. Couillard, les propos du président de l'Allemagne au sujet de la séparation du Québec ne constituent pas un cas d'ingérence dans les affaires internes québécoises.

La Presse canadienne

ACTUALITÉS

Violences



JEAN-FRANÇOIS NADEAU

Plusieurs amis ne comprennent pas que je me fasse violence pour aller rouler à vélo alors que je suis blessé. Ils croient, parfaitement à tort, que je fais de la pratique quasi quotidienne de ce sport une question de vie ou de mort. Ils exagèrent. C'est bien plus grave que cela.

Je tiens cette fine mécanique pour un exosquelette, le seul capable de contenir mes humeurs. J'ai « besoin de vélo », pour reprendre le titre du beau livre de Paul Fournel.

Mais rassurez-vous, je ne vais pas vous parler ici de mes sorties, ni même de cette tortue géographique qui, l'autre jour, tandis que je roulais près du fleuve, m'a soudain dépassé sur ma droite.

«*Le cycliste est à lui-même son propre gyroscope. Il ne produit pas seulement du mouvement, il fabrique de l'équilibre.*» Question d'équilibre, le vélo est aussi, depuis fort longtemps, un bon indicateur de ce qui se trouve en porte-à-faux dans notre société. Entre autres choses, il nous dit beaucoup du sort fait aux femmes.

Au XIX^e siècle, les mouvements du corps et les tenues plus légères que commande le cyclisme condamnent les femmes qui pédalent. Les ligues de vertu sont du même avis dans tous les pays: les cyclistes sont «*insultés en langue aboyée, mordus et incités à choir*», selon les mots d'Alfred Jarry, aussi passionné de vélo que son père Ubu. Au Canada, la police ira jusqu'à arrêter des femmes qui osent monter ces fragiles véhicules.

Si Joséphine Marchand-Dandurand ouvre la voie chez nous au journalisme féminin, elle laisse néanmoins paraître dans son journal des propos parfois affligeants. En novembre 1895, on peut y lire ceci à propos de la popularité croissante de la bicyclette chez les femmes: «*Les froids de l'automne obligeront ces dames d'en descendre... et ce ne sera pas dommage*», puisque celles qui montent sur ces engins ressemblent «*à de grands hannetons se démenant*». De là, il n'y a bien sûr qu'un pas à faire pour conclure allégrement qu'il vaut mieux laisser cette machine aux hommes! «*C'est tout au plus bon pour eux. Quant à nous, mesdames, restons au foyer. La royauté dont nous y jouissons vaut, certes, mieux qu'un gouvernement dont le rouage nous mène souvent à la culbute.*»

Ces bêtises n'empêchent pas la popularité du vélo de croître. Les jupes cèdent place aux pantalons. Originaire, semble-t-il, de Montréal, Louisa Mendal participe en 1887 à l'une des premières courses de six jours disputées aux États-Unis. Toute une semaine à rouler sur une piste de bois, au mépris des inégalités et des discriminations qu'on voudrait coller à sa roue.

Exactement à la même époque, la militante américaine Susan Anthony expose pour sa part un avis sans appel: «*Laissez-moi vous dire ce que je pense du cyclisme. Il a fait plus pour émanciper les femmes qu'à peu près n'importe quoi d'autre dans le monde. Il donne à une femme un sentiment de liberté et d'autonomie. Je me lève et me réjouis chaque fois que je vois une femme rouler.*»

Un siècle plus tard, le vélo continue d'éclairer des obscurités. Lisez le dernier numéro de *Vélo Mag* à propos des cyclistes professionnelles: en récompense des mêmes heures de sueur que les hommes, ces femmes ne reçoivent que des salaires sans rapport avec leurs misères communes.

Selon l'Institut de la statistique du Québec, les femmes gagnent en moyenne un salaire 10% inférieur aux hommes. Mais pour celles qui font métier de leurs performances physiques, c'est infiniment pire. Pas seulement pour le vélo, il faut dire.

Ces derniers jours, je me suis efforcé de suivre de près une cycliste professionnelle. Sur route, elle tient des moyennes affolantes de plus de 40 km à l'heure. À vrai dire, je ne la suivrais jamais si je ne pouvais le faire grâce aux images télévisées...

Originaire d'Amos, Karol-Ann Canuel est membre d'une équipe américaine dont le maillot afreux n'a tout de même rien à voir avec celui de cette formation colombienne qui a beaucoup fait jaser parce qu'il suggère que les équipières roulent fesses à l'air. Avez-vous remarqué combien les médias se retrouvent toujours à beaucoup parler de l'habillement des sportives de haut niveau, comme si leurs performances sportives étaient toujours subordonnées d'abord et avant tout à des considérations esthétiques, voire sexuelles?

La semaine dernière, à 26 ans, Canuel a remporté la médaille d'or du contre-la-montre par équipe des championnats du monde disputés en Espagne. Puis, sous les couleurs canadiennes, elle a terminé sixième de l'épreuve individuelle. Du jamais vu.

Canuel me faisait tout de même remarquer, en privé, que les bourses sont toujours beaucoup moins importantes dès lors qu'il s'agit de compétitions féminines. Je me suis permis un coup de téléphone puis une lettre à Genève, aux bureaux de l'Union cycliste internationale, afin qu'on m'explique un peu leur politique en matière d'équité. J'attends toujours une réponse...

Je devais reparler dimanche à Karol-Ann. La veille, une vilaine chute l'a clouée au sol lors de la course sur route. Fracture de la hanche et rêves brisés.

Le nombre de disciplines que pratiquent les femmes à un très haut niveau augmente, mais les sports demeurent le creuset où l'on concocte essentiellement les gloires d'un monde masculin qui occupe d'ailleurs presque tout l'espace médiatique et celui des rêves de réussite.

Le vélo, après tout, n'est peut-être pas une question de vie ou de mort. Mais à force de se faire violence pour pédaler mieux, on arrive curieusement à comprendre à quel point notre monde n'avance pas tant qu'on le croit.

jfn@ledevoir.com



JASON FRANSON LA PRESSE CANADIENNE

La vigueur renouvelée de la « marque libérale » permet au PLC de Justin Trudeau de devancer le NPD.

SONDAGE LÉGER MARKETING-LE DEVOIR

Les libéraux de Trudeau dominant au Québec

MARCO FORTIER

Le retour en force de la marque de commerce libérale dans tout le Canada profite aux troupes de Justin Trudeau, qui devançant désormais le Nouveau Parti démocratique (NPD) de 10 points au Québec.

Une lutte à trois très serrée se dessine au Québec — et dans l'ensemble du Canada — à un an du déclenchement probable des élections fédérales. Le Parti libéral du Canada (PLC) de Justin Trudeau amasse 39% des intentions de vote au Québec, 10 points devant le NPD de Thomas Mulcair, révèle un sondage de Léger Marketing réalisé pour *Le Devoir*.

Le Bloc québécois peut brouiller les cartes avec un appui de 16% qui grimpe à 21% chez les électeurs francophones. En ralliant un francophone sur cinq, le parti souverainiste de Mario Beaulieu doit miser en bonne partie sur la division du vote fédéraliste pour faire des gains.

Le sondage, mené du 22 au 25 septembre auprès de 1000 internautes, confirme une fois de plus la marginalisation du Parti conservateur au Québec, avec à peine 12% des intentions de vote (y compris chez les francophones). Le ministre Denis Lebel, lieutenant québécois de Stephen Harper, a fait une grande tournée du Québec cet été pour répandre la bonne nouvelle conservatrice. Il a échoué à freiner l'effet Justin Trudeau.

«*La marque libérale, qui avait été ternie par les scandales au fil des ans, est redevenue forte au Canada, tant dans les provinces qu'au fédéral*», analyse Jean-Marc Léger, président de Léger Marketing.

Les libéraux ont remporté les cinq élections

Intentions de vote au Québec

	Aujourd'hui	Élections 2011
PC	12%	17%
NPD	29%	43%
PLC	39%	14%
Bloc	16%	23%

provinciales déclenchées depuis le printemps 2013 au Canada, y compris celle de la semaine dernière au Nouveau-Brunswick. Six des dix provinces représentant la vaste majorité de la population canadienne sont dirigées par des gouvernements libéraux, dont le Québec, l'Ontario, la Colombie-Britannique, la Nouvelle-Écosse et l'Île-du-Prince-Édouard.

Au Québec, la lune de miel se poursuit entre les électeurs et le gouvernement de Philippe Couillard malgré la douloureuse révision des programmes de l'État, a révélé samedi *Le Devoir*. Le Parti libéral du Québec (PLQ) devance la Coalition avenir Québec (CAQ) de 10 points (38% à 28%). Le Parti québécois, sans chef depuis sa défaite historique d'avril dernier, suit loin derrière avec 21% des intentions de vote.

La bataille du Québec

Le retour de la marque libérale dans les bonnes grâces des Québécois — et des Canadiens — représente une occasion en or pour Justin Trudeau, qui peut faire des gains au Québec, comme l'indique notre sondage Léger.

Le recrutement du Bloc dérange chez QS

En cherchant à fédérer le vote souverainiste, le Bloc québécois se heurte à de la résistance

MARCO BÉLAIR-CIRINO

Correspondant parlementaire à Québec

À l'approche de l'élection fédérale, le Bloc québécois intensifie le recrutement de candidats et de bénévoles afin de former une équipe de campagne prête à monter à l'offensive d'ici quelques mois. L'équipe de Mario Beaulieu tente de faire le plein d'appuis dans les rangs de Québec solidaire, ce qui en agace plus d'un.

Alerté de l'opération recrutement du Bloc, le président de QS, Andrés Fontecilla, a demandé aux membres des 70 associations locales et régionales de prendre garde de relayer au Bloc toute information apparaissant sur les listes de membres ou d'électeurs entre les mains de QS: numéros de téléphone, adresses électroniques, etc. «*[Celles-ci] sont confidentielles selon la loi*», écrit-il dans un courriel transmis à des dizaines de membres de la formation politique jeudi dernier.

M. Fontecilla a cru bon de rappeler cette consigne après que «*plusieurs associations locales et régionales de Québec solidaire ont été approchées formellement ou informellement par le Bloc québécois*». «*On a été surpris d'apprendre qu'il y a eu de la sollicitation d'appuis auprès d'asso-*

«*On se souvient que plusieurs associations de comtés de QS ont appuyé des députés du NPD en 2011 et travaillé à leur élection*»

Josiane Lavallée, militante solidaire et bloquiste

ciations [de QS], affirme le responsable des communications chez QS, David Dubois. Puisque «*ce n'est pas tout le monde qui est familier avec la loi*», le parti a remis «*les pendules à l'heure*», explique-t-il.

M. Fontecilla juge «*parfaitement légitime*» que des membres de QS «*décident d'appuyer concrètement la campagne du Bloc*». Il rappelle toutefois la «*position traditionnelle*» du parti politique, soit «*[de] ne soutenir aucun parti lors des scrutins fédéraux*».

Québec solidaire et le Bloc québécois partagent «*plusieurs positions communes*», souligne-t-il dans son courriel. La souveraineté du Québec en est une. «*[Mais] d'autres propositions nous éloignent de ce parti*», ajoute le co-porte-parole de QS, montrant du doigt l'«*appui*» de l'équipe de Mario Beaulieu à la charte des valeurs québécoises du gouvernement Marois. Il égratigne aussi la «*réticence* [du Bloc] à créer des alliances avec les forces progressistes canadiennes».

« Deux poids, deux mesures »

«*C'en est trop*», lance la militante solidaire — et bloquiste — Josiane Lavallée. Depuis l'entrée en scène de Mario Beaulieu, les porte-parole de QS, Andrés Fontecilla et Françoise David, regardent d'un œil «*réprobateur*» le Bloc québécois et ceux et celles qui l'«*appuient*», déplore-t-elle.

Le membre de l'exécutif de l'association de Mercier de QS et de Laurier-Sainte-Marie du Bloc leur reproche de dissuader, à coups de «*mises en garde*», les membres de QS de prêter main-forte au Bloc. «*Pourtant, on se souvient très bien que plusieurs associations de comtés de QS ont appuyé des députés du NPD en 2011 et travaillé à leur élection, par exemple pour [celui de*

Rosemont-La Petite-Patrie] Alexandre Boulerice. [...] C'est deux poids, deux mesures!»

Brandissant le «*droit à la dissidence*», des associations locales et régionales de QS pourraient prendre position en faveur d'un parti fédéral «*progressiste*» ou «*souverainiste*» durant la campagne électorale fédérale. Celles qui se rangeraient derrière le Bloc québécois pourraient s'exposer à des «*représailles*» contrairement à celles qui appuieraient le Nouveau Parti démocratique, craint M^{me} Lavallée.

Le Bloc s'est mis à la tâche de «*fédérer le vote indépendantiste*» éparpillé entre le Parti québécois, Québec solidaire et Option nationale. Néanmoins, il n'a entrepris «*aucune démarche formelle*» afin de recruter des figures connues ou moins connues de QS, indique le porte-parole du Bloc québécois, Simon Charbonneau. «*[Cela dit,] il n'y a aucune contradiction à militer à QS et au Bloc*» Le Bloc québécois, «*seul parti indépendantiste à Ottawa*», se porte à la défense des intérêts du Québec à la Chambre des communes, et ce, sans compromis, contrairement au NPD, qui défend une «*vision centralisatrice*», ajoute-t-il.

Le Devoir

ACTUALITÉS

PLAINTES CONTRE LE SCRS

Un vérificateur soupçonné de partialité

Des militants veulent qu'un ex-membre du conseil d'administration de TransCanada se retire d'une enquête

JIM BRONSKILL
à Ottawa

Un groupe de défense des libertés civiles s'oppose à la décision de l'organisme de surveillance des services de renseignement du pays de nommer Yves Fortier pour enquêter sur un cas d'espionnage contre de militants écologistes, invoquant un conflit d'intérêts en raison de ses anciens liens avec l'industrie pétrolière.

L'avocat de l'Association britannique-colombienne des libertés civiles a écrit au Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité pour demander que M. Fortier se récusé dans cette affaire, puisqu'il a déjà siégé au conseil d'administration de TransCanada, l'entre-

prise responsable du projet Keystone XL.

M. Fortier, l'un des trois membres du comité de révision, a récemment été choisi pour mener une enquête sur la plainte de l'association voulant que le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) ait recueilli et partagé des informations à propos des militants opposés aux politiques énergétiques canadiennes.

Menace à la sécurité

L'association a déposé sa plainte auprès du comité de révision en février, après que des médias eurent laissé entendre que le SCRS et d'autres agences gouvernementales considèrent les manifestations et l'opposition envers l'industrie pétrolière

comme de possibles menaces envers la sécurité nationale.

La plainte invoque également des informations indiquant que le SCRS a travaillé et partagé

La plainte allègue que le SCRS a partagé des informations à propos de militants opposés aux politiques énergétiques canadiennes

des informations avec l'Office national de l'énergie à propos de supposés «*écologistes radicalisés*» souhaitant participer aux audiences concernant le projet d'oléoduc Northern Gateway.

Parmi ces groupes, on compte les organismes environnementaux ÉcoSociété, Lead-

now, l'association ForestEthics Advocacy, le Conseil des Canadiens, la Dogwood Initiative, le Sierra Club de la Colombie-Britannique et Idle No More, le mouvement des peuples autochtones.

«*Aucun de ces groupes n'est une organisation criminelle, pas plus qu'ils n'ont pas d'antécédents à encourager, à proposer ou à participer à des activités criminelles*», indique la plainte déposée le 6 février.

La loi sur le SCRS spécifie clairement que «*la défense de points de vue, les manifestations ou la dissension légales*» ne peuvent être considérées comme des menaces à la sécurité nationale, poursuit le document.

Plus tôt cette année, l'ancien ministre Chuck Strahl a démissionné de son poste de président du comité d'examen après qu'il eut été révélé qu'il s'était enregistré comme lobbyiste lié au projet d'oléoduc Northern Gateway d'Enbridge.

Selon la plainte, si M. Strahl «*a agi correctement*», les autres membres du comité d'examen ayant des liens actuels ou passés avec l'industrie pétrolière — M. Fortier et Denis Losier, qui a siégé au conseil d'administration d'Enbridge — ne devraient pas être impliqués dans le dossier actuel.

Le comité d'examen n'a pas rappelé La Presse canadienne dimanche.

La Presse canadienne

Canadien détenu à Cuba: Peter Kent réclame son retour

Un député de la région de Toronto, le conservateur Peter Kent, affirme qu'un homme d'affaires de Toronto condamné à 15 ans de prison à Cuba devrait être renvoyé au Canada. Selon M. Kent, un citoyen de sa circonscription, Cy Tokmakjian, pourrait être expulsé du pays communiste, ou transféré dans une prison canadienne, plutôt que de purger sa peine sur l'île castriste. M. Tokmakjian, âgé de 74 ans, a été condamné vendredi en lien avec des accusations de corruption qui s'inscrivent, disent des responsables cubains, dans une vaste campagne d'éradiation des pots-de-vin. Le propriétaire de la compagnie automobile ontarienne Tokmakjian Group a été détenu pendant plus de deux ans avant de subir son procès en juin. Du côté du ministère des Affaires étrangères, on affirme que des services consulaires sont offerts et que des responsables sont en contact avec les autorités de La Havane.

La Presse canadienne

Rob Ford de retour sous l'œil des caméras

Toronto — Rob Ford a effectué un retour sous les projecteurs samedi et a eu droit à un chaleureux accueil de la part de partisans à qui il a promis de vaincre la rare forme de cancer dont il est atteint. Des centaines de personnes, plusieurs accompagnées d'enfants, ont scandé «*Rob, Rob*» pendant le discours du maire sortant de Toronto lors du barbecue qu'organise sa famille tous les ans. Accompagné par la chanson *I Won't Back Down* du rocker américain Tom Petty, M. Ford a affirmé qu'il avait eu le dessus sur ses problèmes de consommation et qu'il ferait de même avec le cancer. Des médecins ont décelé une tumeur dans l'abdomen de M. Ford. Il s'agissait de la première sortie publique de M. Ford depuis son hospitalisation, plus tôt en septembre. Vendredi soir, il a fait du porte-à-porte.

La Presse canadienne

Explosion dans un immeuble de Montréal

L'enquête sur l'explosion qui a fait cinq blessés dans une maison de chambres de la rue Bélanger, dans l'arrondissement Rosemont-Petite-Patrie, dimanche, est maintenant entre les mains des autorités policières. En début de soirée, le Service de police de la Ville de Montréal a indiqué qu'un homme de 63 ans se trouvait toujours dans un état critique à l'hôpital. Selon les premiers détails de l'enquête, une bonne partie de propane serait à l'origine de l'explosion, survenue vers midi dans cet immeuble qui comptait une cinquantaine d'unités. Le blessé grave a été hospitalisé dans un état critique, alors que 80% de son corps a été brûlé lors de la déflagration et de l'incendie, a confirmé Bob Lemle, porte-parole d'Urgences-Santé.

La Presse canadienne

Le MEMO à la défense de l'école publique

Le parti politique de l'actuelle présidente de la Commission scolaire de Montréal, le Mouvement pour une école moderne et ouverte (MEMO), a dévoilé dimanche sa plateforme ainsi que ses treize candidats. A couteaux tirés avec le ministre de l'Éducation Yves Bolduc, Catherine Harel-Bourdon s'engage à «*défen-dre*» l'éducation publique montréalaise contre les compressions annoncées, promettant d'obtenir le financement nécessaire pour maintenir la qualité de l'enseignement dans les écoles de Montréal. Le MEMO souhaite aussi accroître la participation aux élections scolaires, qui s'élevait à seulement 7,9% aux dernières élections, en 2007.

Le Devoir

Pierre-Luc Paquette, ancien d. g. du PQ, s'est éteint

Pierre-Luc Paquette, un ancien directeur général du Parti québécois (PQ), est décédé des suites d'un cancer, samedi matin à Montréal. M. Paquette, 46 ans, a milité de nombreuses années au sein du parti avant d'être nommé directeur général de la formation indépendantiste plus tard durant sa carrière. Depuis 2009, il occupait la fonction de vice-président, communication et marketing pour l'Agence métropolitaine de transport. «*Être directeur général d'un parti comme le Parti québécois demande un grand degré d'engagement. Il faut être à l'écoute des membres, ouvrir des espaces de discussion, offrir des formations, travailler sans relâche pour préparer le parti et ses militants aux échéances électorales [...]. Les années passées par Pierre-Luc à la tête du parti auront été fécondes et il a toujours guidé par l'exemple*», a déclaré le président du Parti québécois, Raymond Archambault.

La Presse canadienne

Pas d'appui aux Nordiques, dit PKP

Pas question pour Pierre Karl Pé-ladeau que Québec appuie un éventuel retour des Nordiques. Le député péquiste, ex-chef de la direction et principal actionnaire de Québecor, estime, dans une déclaration faite sur Facebook, que l'entreprise «*possède tous les atouts pour réaliser ce projet*». «*Aucun financement ou autre prise de participation avec des fonds publics n'est requis*». L'entente Québecor-Ville de Québec pour la gestion du nouvel amphithéâtre prévoyait pourtant un financement de 200 millions de dollars. Un projet de loi privé déposé par le PQ pour protéger cette entente avait d'ailleurs mené à la démission de trois députés péquistes.

Le Devoir

Début du procès Magnotta

Le procès dans l'une des affaires criminelles les plus médiatisées et bouleversantes au Canada doit commencer ce lundi par la présentation des preuves contre le présumé meurtrier Luka Rocco Magnotta. L'homme âgé de 32 ans a plaidé non coupable à cinq chefs d'accusation liés au meurtre et démembrement de Jun Lin, un étudiant chinois en génie à l'Université Concordia, en mai 2012. Magnotta fait face à des accusations de meurtre prémédité et d'outrage à un cadavre, entre autres.

La Presse canadienne



JJI PRESS/AGENCE FRANCE-PRESSE

Une éruption volcanique fait une trentaine de morts au Japon

Les opérations de secours ont repris lundi matin, pour retrouver les victimes d'une soudaine éruption volcanique sur le mont Ontake, au centre du Japon. L'éruption a tué plus de 30 personnes et fait des dizaines de blessés. Plus de 500 sauveteurs des services de police, des pompiers et des forces d'autodéfense se sont rassemblés vers 6 h locales au pied du mont Ontake, situé entre les provinces de Nagano et Gifu. «*Nous ne savons pas jusqu'où ils pourront monter, cela dépendra des conditions, de la fumée s'échappe encore*», a expliqué à l'AFP un responsable de la préfecture de Nagano. Parmi les victimes, seulement quatre hommes (âgés de 23 à 61 ans), dont le décès a été confirmé dimanche soir, avaient pu être redescendus, les 27 autres corps étant toujours à proximité du sommet. Les conditions sur place étaient très difficiles: même si le volcan ne crache pas de lave, il a libéré de grandes quantités de cendres et de pierres qui ont recouvert les alentours d'un épais manteau gris, compliquant ainsi la marche. Ci-dessus, des secouristes exploraient des bâtiments couverts de cendres alors que le volcan fume toujours.

Grève: les pilotes d'Air France jettent l'éponge

ISABELLE TOURNÉ
à Paris

Les pilotes d'Air France, engagés dans la plus longue grève de l'histoire du groupe Air France-KLM, ont jeté l'éponge dimanche après deux semaines d'un contrat unique pour tous les pilotes d'Air France et ses filiales, dont la compagnie à bas coûts Transavia, destiné à préserver les avantages de leur statut actuel.

Leurs syndicats ne sont pas parvenus à faire céder la direction, appuyée par le gouvernement français, sur leur revendication d'un contrat unique pour tous les pilotes d'Air France et ses filiales, dont la compagnie à bas coûts Transavia, destiné à préserver les avantages de leur statut actuel.

La moitié des avions d'Air France étaient cloués au sol depuis le 15 septembre. Le trafic

restera très perturbé lundi avec moins de six vols sur dix prévus.

La compagnie table sur un retour à la normale «*progressivement*» à partir de mardi, mais la reprise pourrait s'avérer compliquée, un syndicat minoritaire ayant maintenu de son côté un préavis de grève qui court jusqu'à ce jour-là.

Dialogue social rompu

Le Syndicat national des pilotes de ligne, majoritaire, a annoncé l'arrêt de son mouvement dimanche, après l'échec d'une énième négociation achevée à l'aube. «*Les conditions du dialogue social ne sont aujourd'hui pas réunies, nous avons décidé de prendre nos responsabilités en levant le mouvement de grève*», a expliqué à l'Agence France-Presse son porte-parole, Guillaume Schmid.

La direction d'Air France a exprimé son soulagement devant la fin d'une grève «*coûteuse et dommageable*».

Le premier ministre français,

Manuel Valls, s'est lui aussi félicité de l'arrêt d'une «*trop longue grève*», qui «*pénalisait les usagers, l'entreprise et l'économie du pays*» et a défendu «*la ligne de fermeté du gouvernement*».

«*Il en allait de l'avenir d'Air France [...]. Notre pays connaît beaucoup de blocages et ma tâche, ma mission, est bien de lever ces blocages et de conduire les réformes quand il en va de l'intérêt général du pays*», a-t-il commenté.

L'Etat français est actionnaire à près de 16% du groupe Air France-KLM, numéro deux européen du transport aérien derrière la compagnie allemande Lufthansa et le premier ministre avait multiplié depuis la mi-septembre les appels à l'arrêt du conflit.

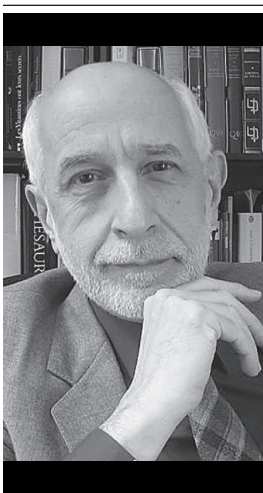
Soutenant la ligne intransigeante défendue par le patron d'Air France-KLM, Alexandre de Juniac, sur le développement de Transavia, M. Valls avait rejeté vendredi la demande des syndicats de pilotes de nommer un médiateur indépendant.

Air France avait de son côté tiré la sonnette d'alarme sur la situation devenue «*extrêmement délicate*» de l'entreprise, chaque jour de grève lui faisant perdre «*20 millions d'euros*».

La direction avait lâché du lest dans la semaine, en renonçant au développement de bases Transavia en Europe, dont les pilotes craignaient qu'il n'incite au «*dumping social*» avec des contrats à statut local variant en fonction des pays. Il n'était plus question pour elle de bouger sur le développement de Transavia France, sauf pour enterrer un projet dont M. de Juniac a réaffirmé dimanche le caractère «*stratégique*». «*Nous allons maintenant nous atteler au développement de Transavia en France avec l'ambition prévue*», a assuré le p.-d.g. d'Air France-KLM, défendant une réforme «*vitale*».

Côté syndical, la revendication du contrat unique répondait à une autre hantise des pilotes d'Air France: voir leurs conditions de travail et les avantages de leur statut tirés vers le bas pour être alignés sur ceux moins généreux de Transavia. Mais l'impopularité croissante du mouvement, dans l'opinion et au sein même du groupe, a pesé sur son issue. Les professionnels du secteur (aéroports, voyagistes, etc.) ont dénoncé un conflit «*catastrophique pour le secteur aérien français*».

Agence France-Presse



Congédié ?

Voyez

François Gendron
avocat

LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514.845.5545

Résultats des tirages du : 2014-09-27	
<p>LOTTO QUÉBEC</p> <p>649</p> <p>02 18 22 49</p> <p>27 44 45 compl.</p> <p>Prochain gros lot (approx.) : 13 000 000 \$</p> <p>+ 1 LOT GARANTI DE 1 000 000 \$</p> <p>32363828-01</p>	<p>Extra</p> <p>14 18 26 17</p> <p>33 36 47 compl.</p> <p>9165982</p>
Résultats des tirages du : 2014-09-26	
<p>LOTTO QUÉBEC</p> <p>MAX</p> <p>02 03 05 18 37 38 46</p> <p>COMPL. 33</p> <p>Prochain gros lot (approx.) : 22 000 000 \$</p>	<p>Extra</p> <p>8190206</p>

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

SOCIÉTÉ

#CHRONIQUEFD

La peur

FABIEN
DEGLISE

Cela ne vous inquiète pas, vous? Depuis quelques jours, la peur, l'intimidation, la terreur semblent vouloir prendre leur aise dans l'espace public. Avec un peu plus de vigueur que d'ordinaire.

Le mal se répand d'un peu partout, d'ailleurs: en provenance du Moyen-Orient ou du Maghreb avec ces vidéos insoutenables exposant à la face du monde, avec cette fierté malsaine dont seul est capable l'être obscur, la décapitation de journalistes, de travailleurs humanitaires et, la semaine dernière, d'un guide de montagne tout aussi inoffensif. C'est l'horreur érigée en plan stratégique par un groupe de fanatiques qui bafouent ainsi la sagesse séculaire de l'islam et insultent l'intelligence de plus de 99% des musulmans sur la planète, pour une vulgaire quête du contrôle et du pouvoir sur un territoire et ses habitants.

Sordide. La peur, nourrie par l'intimidation, s'est invitée également au début de la semaine dernière après l'allocation à la tribune de l'Organisation des nations unies (ONU) de la jeune actrice franco-britannique Emma Watson. Nouvelle ambassadrice pour les droits de la femme au sein de l'organisme international, l'Hermione Granger de la série de films *Harry Potter*, y a fait la promotion, dans un discours vibrant, de la campagne « lui pour elle » appelant à une mobilisation globale, particulièrement des hommes, pour réduire les inégalités entre les sexes.

Les temps

changent.

Les vieux

réflexes

ataviques

restent,

abusant de

l'intimidation

pour faire

taire.

La déclaration, enregistrée sur vidéo, s'est répandue à une vitesse folle dans les univers numériques, aussi folle d'ailleurs que les menaces qu'elle a fini par faire émerger. En apparence, un groupe de rétrogrades en format numérique — ça peut exister, oui, oui! — heurté par l'appel à l'égalité s'est en effet dit prêt à rendre publics des clichés d'Emma Watson nue pour dénoncer sa posture féministe.

Les temps changent. Les vieux réflexes ataviques restent, abusant de l'intimidation pour faire taire, de la menace de révélation ou du déballage d'intimité inavouable pour contrôler, pour asservir et assurer du coup la survie et la persistance d'une idéologie. Triste mécanique.

Autre lieu, même réflexe la semaine dernière avec l'appel à la peur, à l'angoisse, lancé par des militants écologiques autour de l'arrivée sur le Saint-Laurent de superpétroliers pour le transport du brut provenant des sables bitumineux de l'Alberta vers les marchés d'exportation situés à l'est du continent. Le catastrophisme, amplifié par les voix militantes de circonstance, portait en lui beaucoup de « si », de « peut-être » et trop peu de données statistiques et factuelles sur les risques réels de déversement, sur l'incidence des déversements d'hydrocarbure en zone fluviale, sur le nombre de navires s'étant échoués dans ce corridor maritime depuis les années 60. Par exemple. Mais au nom d'une cause, on tolère plus facilement le tournage de coins ronds, surtout s'ils permettent d'attiser la peur.

Peur, qui semble avoir le vent en poupe, et c'est certainement, bien avant ses formes d'expression et les images qu'elle transporte, ce qui devrait le plus inquiéter. Ce sentiment était intimement lié, depuis des lunes, à la manipulation, la soumission, la domination, l'horreur et aux exactions. Entre autres côtés sombres de l'humanité.

Dans son livre *Fear: The History of a Political Idea* (Oxford University Press), le politologue américain Corey Robin dresse d'ailleurs ce portrait de la peur, dans sa forme la plus salement utilitariste, en rappelant qu'elle est avant tout « un instrument au service d'une élite au pouvoir ou d'insurgés en marche, instrument créé et façonné par des responsables (ou des activistes) qui espèrent en tirer un bénéfice politique, soit parce qu'elle peut les aider à atteindre un objectif politique déterminé, soit parce qu'elle reflète ou donne du poids à leurs croyances morales ou politiques, quand ce n'est pas pour ces deux raisons réunies ».

Les menaces adressées à Emma Watson témoignent sans doute de cela: après enquête, il s'agissait en fait d'une campagne de peur orchestrée non pas par des machos 2.0, mais plutôt par une agence de communication spécialisée dans les campagnes virales cherchant à porter atteinte au forum 4Chan, un espace d'expression en ligne fréquenté par des pirates (mais pas seulement), en faisant porter le chapeau aux adeptes de ces lieux. Pas joli, joli.

Avec ses tonalités et ses intentions variées, des plus viles au plus vertueuses, la peur qui se rappelle à nous par les temps qui courent nous rappelle aussi que ce sentiment, très humain, éloigne ce même humain de la liberté, celle qui donne de la substance à l'insoumission, qui rend imperméable à la morale et met de la lumière sur les idées. Et, bien sûr, la simple évocation de cette équation devrait nourrir à l'avenir, avec la même force, une autre peur: celle de l'oublier!

Sur Twitter: @FabienDeglise



Dans un restaurant de Sunshan, en Chine, une dizaine de robots cuisinent et font le service aux tables.

JOHANNES EISELE AGENCE FRANCE-PRESSE

ROBOTISATION

Vers une révolution dans le monde du travail?

Le Pew Research Center a demandé à 2000 experts de se projeter en 2025 et de prédire de quoi sera fait l'avenir quand les machines intelligentes auront investi tous les secteurs de l'économie. Chômage pour tous? Oisiveté généralisée? Voyons un peu.

NIC ULMRI

« Mon fils, qui a 10 ans, pense qu'il n'aura pas besoin d'apprendre à conduire et à faire ses courses. Il lui suffira de cliquer, et les choses qu'il désire arriveront d'elles-mêmes. »

C'est ainsi que la Californienne Nilofer Merchant, entrepreneuse en série et essayiste futuriste, décrit la vie quotidienne après l'avènement généralisé de la robotique, prévu pour 2025. Vision naïve, que nous avons tous (non?) caressée dans notre enfance: un monde où il suffirait d'appuyer sur un bouton.

La différence, c'est qu'aujourd'hui les adultes disent la même chose, et qu'ils ne rêvent pas à voix haute, ils énoncent ce qui adviendra. Dans dix ans, l'intelligence artificielle et les robots seront partout. « Ce sera comparable à la pénétration des téléphones portables aujourd'hui », annonce le futurologue et pédagogue Marc Prensky, directeur de la fondation Global Future Education.

Au secours? À ce titre, dans son rapport publié en août, le vaste *think tank* issu de l'ONG états-unienne Pew Charitable Trusts, pose un diagnostic fortement polarisé sur la question centrale de l'avenir de l'emploi.

I Robot ou robot invisible?

De quoi parle-t-on? D'un monde qui aurait basculé dans un film de science-fiction à la *I Robot*? « La culture populaire a un penchant pour les robots anthropomorphes musclés (*Transformers*, *Terminator*) et pour les superordinateurs dotés d'une intelligence de type humain (*HAL 9000* dans 2001, l'Odyssée de l'espace) », relève le rapport.

Or, dans la vraie vie, la technologie évolue « dans la direction opposée, avec une intelligence profondément enfouie dans la mécanique complexe d'appareils et d'interactions digitales en apparence simples, voire invisibles. Les ordinateurs disparaîtront et les objets ordinaires deviendront magiques », avance en sens John Markoff, journaliste scientifique au *New York Times*. Invisibilité, disparition, magie: mots récurrents dans ce document, où la technologie apparaît fondue « dans le paysage ordinaire ». « Un instantané d'une scène de rue urbaine en 2014 n'a pas l'air si différent d'une photo prise il y a 50 ans... », remarque Seth Finkelstein, programmeur et activiste de la libre expression numérique.

Effacés, engagés avec nous dans des interactions surtout vocales, les robots seront partout. Ils auront semé et récolté nos blés, préfabriqué nos maisons, construit nos voitures — lesquelles seront, elles aussi, des robots. Le sociologue Howard Rheingold balaie, à ce propos, la méfiance que suscite le véhicule sans conducteur: « Comment pourrait-il faire un moins bon travail que les humains égoïstes, ivres, drogués ou distraits qui transforment nos routes en bains de sang? »

Plus troublant, plus inattendu, on nous annonce que les machines intelligentes auront fait irruption dans les domaines de l'enseignement, des soins personnels et de la santé. « Vos radiographies seront examinées par une batterie

d'intelligences artificielles du niveau Watson [le programme d'IBM qui a battu deux champions du jeu télévisé *Jeopardy!* en 2011] et les humains ne seront appelés à la rescousse que si les machines sont en désaccord entre elles », assure Stowe Boyd, chercheur en chef du site d'information technologique GigaOM. Et ce n'est pas tout: « Dans les cabinets d'avocats, les employés qui préparaient la communication des pièces ont été remplacés par des logiciels » [des algorithmes d'analyse prédictive, précisément], signale Robert Cannon, spécialiste du droit numérique. C'est le nœud de la question: quels effets sur l'emploi, et par là, sur le bien-être général?

L'avenir des travailleurs évincés

Entre les optimistes (52%) qui pensent, à l'image du « co-inventeur d'Internet », Vint Cerf, qu'« historiquement la technologie a créé davantage d'emplois qu'elle n'en a détruit », et les pessimistes (48%) qui craignent le contraire, le match est presque nul. « Les robots seront les nouveaux travailleurs immigrés », note,

dans le rang optimiste, J. P. Rangaswami, scientifique en chef de l'éditeur de logiciels Salesforce.com: les automates feront, à bas coût, les travaux dont les humains ne veulent pas, permettant à tout le monde de se consacrer à des tâches plus gratifiantes, dont créer et programmer les robots, justement. On verra aussi « une demande croissante pour des produits artisanaux faits par des humains » et une tendance « vers la relocalisation et la réhumanisation de l'économie », s'enthousiasme, dans une contribution anonyme, un chercheur de la firme high-tech BBN Technologies.

Les meilleurs emplois, nous dit-on, échapperont toujours aux machines. « Les gens vont être surpris de constater à quel point l'intelligence artificielle est limitée », anticipe Michael Glassman, chercheur en sciences de l'éducation à l'Université de l'Ohio. « La semaine de travail a chuté de 70 heures à environ 37, et je m'attends à ce qu'elle continue à baisser. Il y aura donc le même nombre d'emplois », pronostique de son côté Hal Varian, économiste en chef chez Google. Le même bien-être pour moins de travail. Qui dit mieux?

Les travailleurs supplantés par des machines pourront-ils se requalifier? Les pessimistes craignent que non. « Il y aura un marché du travail dans le secteur des services pour des tâches non routinières, donc non automatisables, mais qui peuvent être exécutées de façon interchangeable par à peu près n'importe qui, et ces emplois ne rapporteront pas un salaire suffisant pour vivre », prophétise Justin Reich, du Center for Internet & Society à l'Université Harvard. « L'écart de revenu entre les travailleurs qualifiés, dont le travail ne peut être automatisé, et tous les autres s'élargira. C'est une recette pour l'instabilité », prévient de son côté Tom Standage, rédacteur en chef de l'édition numérique de *The Economist*. Erosion des couches moyennes, création d'une « sous-classe » vouée au chômage permanent: « À quoi servent les gens dans un monde qui n'a pas besoin de leur force de travail, et où seule une minorité est



IMEH AKPANUDOSSEN GETTY IMAGES AFP

« La semaine de travail a chuté de 70 heures à environ 37, et je m'attends à ce qu'elle continue à baisser. Il y aura donc le même nombre d'emplois. »

Hal Varian, économiste en chef chez Google

nécessaire pour guider une économie fondée sur les robots? », se demande Stowe Boyd.

Que faire? Le Pew Research Center ne suggère rien. Les intervenants du rapport dessinent, eux, trois pistes. La première fait froid dans le dos: militarisés, les robots serviront, aussi, à « réprimer les dissensions ou les actions politiques qui viseraient à mieux distribuer les gains dus à l'avancée technologique », met en garde Frank Pasquale, juriste spécialisée dans les nouvelles technologies à l'Université du Maryland. La deuxième voie fait appel à une rationalité économique bien rodée, renvoyant à « Henry Ford, qui avait compris qu'il ne ferait pas de bonnes affaires si ses propres employés ne pouvaient pas se permettre d'acheter une voiture », rappelle Nilofer Merchant. La dernière piste? Évoquée sur la pointe des pieds, car « idéologiquement risquée » selon les mots du rédacteur en chef de la *MIT Technology Review*, Jason Pontin, elle réside dans la déconnexion du travail et du revenu, envisageable dans une société où les biens et les services se produisent pour ainsi dire tout seuls. Il s'agit alors d'envisager « un moyen de distribution des richesses », suggère l'entrepreneur Bob Frankston, du secteur numérique.

Le Temps

AI, ROBOTICS, AND THE FUTURE OF JOBS
Pew Research Center
www.pewinternet.org/2014/08/06/future-of-jobs

ÉDITORIAL

PARTI QUÉBÉCOIS

Le lien à refaire

Pour un parti en quête de feuille de route et de leader comme l'est actuellement le Parti québécois, il y a amplement de quoi réfléchir dans le sondage Léger-*Le Devoir* rendu public samedi. Un rebrassage de cartes s'impose avant que la rupture entre les souverainistes et le parti ne soit totale.



JOSÉE BOILEAU

Après la dissolution électorale du Bloc québécois en 2011, après l'écrasement historique du Parti québécois en avril dernier, l'affaire était entendue : la souveraineté avait fait son temps. Enfin, l'idée reste, car les idées ne meurent pas, précisait-on poliment, mais comme articulation politique concrète, le Québec était rendu ailleurs.

Quelques mois plus tard, on constate que le portrait mérite des nuances. Le sondage Léger-*Le Devoir* permet de constater que la souveraineté n'est pas en perte de vitesse, affichant toujours les 40 % d'appuis qu'on lui connaît depuis plus de 30 ans, suscitant même l'intérêt de 45 % de la population. Pas mal pour un projet que tant de tribunes proclament dépassé. Mais cette énergie souverainiste n'est plus canalisée : la moitié des souverainistes du Québec n'appuient plus le Parti québécois. Le champ de ruines dont parlait il y a quelques jours Jacques Parizeau, c'est celui-là.



JOSÉE BOILEAU

Le PQ peut bien faire valoir ses nouveaux militants ou les propositions qui animent ses aspirants-chefs, il reste que la remise en question à son égard est imparable. Et le parti n'en a pas encore pris la pleine mesure.

Dans son *Mode d'emploi pour refaire fleurir le goût de l'indépendance*, Jean-François Lisée signe un passage révélateur à cet égard : « Le principal problème des récentes tentatives de promotion de l'indépendance [...] est qu'elle n'a presque exclusivement touché que des souverainistes. Nous prêchons aux convertis. » Le défi, poursuit-il, est « de rejoindre ceux qui ne sont pas encore avec nous ». Mais le défi du PQ n'est même plus là : il a perdu les convertis ! C'est eux qu'il doit rejoindre s'il veut retrouver le pouvoir, étape préalable à toute velléité de souveraineté.

L'attitude monopolistique du PQ a mené, sur sa gauche, à la création de Québec solidaire, porteur d'un projet politique articulé, mais qui intéresse un électoral ciblé. Pour les autres, le Parti québécois, et ses mouvances, n'a jamais cessé de croire qu'il était le parti rassembleur des souverainistes affirmés ou en attente, et que quiconque sort de son approche erre.

C'est exactement ce que Sébastien Ricard a dénoncé au *Devoir* la semaine dernière. Il a participé au long exercice, mené dans l'ombre, que furent les États généraux de la souveraineté. En tant que commissaire, il en a tiré des constats qui ne cadraient pas avec le rapport officiel. Mais sa dissidence a été interdite de publication. Elle avait beau être articulée et se conclure par un salut respectueux à ses collègues commissaires, l'expression d'une autre voix était impensable.

Ce que M. Ricard remettait en cause, c'était, comme il l'a écrit, « l'institutionnalisation du souverainisme ». Que ça plaise ou non, il mettait là un mot sur un malaise que bien des militants du Parti québécois ont éprouvé, qui les laissait de côté et qui leur a fait désertier les lieux. Et son mot sonne juste : les institutions sont mises à mal de nos jours, perçues d'abord à travers le filtre du cynisme et de l'ironie. La seule solution pour que la confiance reprenne ses droits, c'est de laisser entrer de l'air.

À trop vouloir encadrer la marche à suivre pour la souveraineté, le Parti québécois a fait le contraire. Et il ne voit toujours pas que ces souverainistes rendus ailleurs n'attendent pas un plan d'attaque, un calendrier, un mode d'emploi : ils veulent surtout que l'on respecte ce que eux ont à dire. Un Pierre Karl Peladeau, seul concurrent sérieux dans cette course à la chefferie qui n'est pas encore lancée, saurait-il ouvrir ces fenêtres-là ?

PRISONS AMÉRICAINES

La métamorphose

Rien de moins qu'historique, déclarait la semaine dernière le procureur général des États-Unis, Eric Holder. Il a raison, le mot n'est pas trop fort. Pour la première fois depuis 1980, le nombre de détenus dans les prisons fédérales a diminué l'année dernière — de près de 5000 personnes, pour s'établir à 215 000. Signe d'un changement de philosophie significatif dans l'approche américaine en matière de justice et d'incarcération, caractérisée depuis trop longtemps par le tout-à-la-prison. Mutation culturelle, certes. Mais c'est aussi une question de gros sous, vu la conjoncture économique.

D'autres chiffres : la population américaine a augmenté du tiers environ depuis 1980, mais celle des pénitenciers fédéraux de 800 %. Les États-Unis, avec 5 % de la population de la planète, abritent 25 % de la population carcérale mondiale, dont la majorité est jetée en prison pour des crimes non violents reliés au trafic de drogue.



GUY TAILLEFER

Premier Noir à occuper les fonctions de procureur général et l'une des voix les plus progressistes du gouvernement Obama, M. Holder a piloté une réforme de la justice qui se trouve à démonter, du moins en partie, les lois répressives adoptées sous l'ancien président Ronald Reagan et reconfirmées en 1994 par le fameux « crime bill », en vertu duquel était élargie la liste des infractions jugées criminelles, étaient investis 10 milliards de dollars dans la construction de nouvelles prisons et étaient accordés aux États des incitatifs destinés à pousser leurs tribunaux à distribuer massivement des peines de prison.

La réforme d'Eric Holder — qui, soit dit en passant, quitte bientôt la Maison-Blanche après six ans comme procureur général — élimine l'imposition tous azimuts de lourdes peines pour les petits contrevenants sans connexion à de grands gangs de trafiquants de drogue. Elle corrige en outre une différence controversée que la justice faisait entre le crack et la cocaïne en poudre — une différence qui pénalisait de façon démesurée les jeunes hommes noirs. On s'attend ainsi à ce qu'en 2016 le nombre de détenus ait chuté de 10 000, l'équivalent de six prisons fédérales bondées. Concomitamment, des États comme la Pennsylvanie, la Géorgie et l'imense et conservateur Texas ont adopté une approche semblable, réduisant utilement de plusieurs milliards des dépenses carcérales que les contribuables commençaient à trouver peu utiles.

La « révolution » est dans le fait que la réforme Holder a fini par rallier même ses ennemis républicains. Voici qu'est enfin admis, même à droite, ce que les experts disent depuis toujours, à savoir que l'emprisonnement à tous crins n'induit pas une réduction sensible du taux de criminalité. Il était temps. A Stephen Harper de se rendre maintenant à cette évidence.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 > FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
 Rédactrice en chef JOSÉE BOILEAU
 Vice-présidente, développement CHRISTIANNE BENJAMIN
 Vice-présidente, ventes publicitaires LISE MILLETTE
 Directeur des finances STÉPHANE ROGER
 Directrice de l'information MARIE-ANDRÉE CHOUINARD
 Adjointes PAUL CAUCHON, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, DOMINIQUE RENVY, LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY
 Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
 Directeur de la production CHRISTIAN GOULET



LETTRES

Le cri du cœur de Sébastien Ricard

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt le texte de Sébastien Ricard, un des commissaires des états généraux sur la souveraineté du Québec, paru dans *Le Devoir* du 24 septembre 2014 sous le titre « L'échec d'un exercice important ».

Une courte phrase en particulier a retenu mon attention : « Ce sont les peuples qui fondent les États et non l'inverse. » Une référence directe à la scission qui s'est produite entre le peuple québécois et l'establishment du Parti québécois depuis sa création et particulièrement ses années de pouvoir.

À cet effet, parlant des deux séries de consultations régionales qui se sont tenues, Sébastien Ricard illustre très bien l'état d'esprit des citoyens qui sont venus s'exprimer : « Des gens prenaient leur courage à deux mains pour venir exprimer au micro un dépit qui ne convenait pas au cadre traditionnel qu'on leur avait fixé, une frustration qui dès lors ne pouvait être entendue. Mais si elle ne pouvait l'être là, où le serait-elle ? »

Un cri du cœur auquel nous ne pouvons ni ne devons demeurer insensibles. La souveraineté du peuple québécois se doit de devenir la bougie d'allumage des Québécois qui doivent se l'approprier, à défaut de quoi elle continuera de flotter

dans les esprits telle une idée abstraite et dénuée de mobilisation citoyenne.

Henri Marineau,
 Québec, le 24 septembre 2014

Hydrocarbures : contradictions sur le fleuve

Quelques questions simples n'ont pas été abordées dans l'article « Parent pauvre, le Québec doit faire sa part », paru le 26 septembre dans *Le Devoir*. Pourquoi deux bateaux se croisent-ils sur le Saint-Laurent, l'un naviguant vers l'est et exportant du pétrole canadien et l'autre vers l'ouest, important du pétrole d'ailleurs ? Tant qu'à transporter le pétrole de l'Ouest au Québec, pourquoi ne pas le raffiner à Montréal, l'utiliser localement et ainsi réduire notre dépendance au pétrole étranger tout en faisant travailler des Québécois qui retourneront des taxes et impôts au Canada ?

L'exportation du brut est-elle plus payante que les revenus des taxes perçues sur le pétrole raffiné venant d'ailleurs ? Plus importante que l'impact des coûts financiers, écologiques et sociaux associés à un accident sur le fleuve ? Il est dérangeant de constater que nos dirigeants valorisent une participation passive (et plus risquée) et non une participa-

tion active à l'économie du pays. Sylvain Coulombe, professeur au Département de génie chimique, Université McGill

Montréal, le 26 septembre 2014

FNC : go west, young man !

Le 43^e Festival du nouveau cinéma est « en route vers l'avenir » proclame le titre de l'article rédigé par Odile Tremblay dans *Le Devoir* du 24 septembre. Que les cinéphiles doivent désormais se tourner vers l'ouest de Montréal pour participer à ce festival, soit vers les écrans de Concordia et de McGill, ne semble présenter aucun problème si l'on s'en tient aux propos de la journaliste. L'Impérial, la Cinémathèque, Excentris ? Trop chers, paraît-il. On délaisse le Quartier latin, le cœur battant du Montréal francophone, cheval de bataille de Lise Bissonnette pour l'emplacement de la Grande Bibliothèque à une époque qui semble déjà lointaine. Doit-on rappeler que l'Impérial et la Cinémathèque ont été rénovés à grands frais et qu'Odile Tremblay elle-même a sonné l'alarme quand Excentris a tenté de modifier la vocation de ses salles ?

En 2014, « le FNC vole vers l'avenir » et l'avenir se trouve à l'ouest. Je peux me tromper, mais je prédis une baisse importante de fréquentation pour cette édition du FNC.

Maryse Pellerin
 Montréal, le 24 septembre 2014

LIBRE OPINION

Les risques de la réforme Barrette

NESRINE SEDOUD
 CHRA, candidate à la maîtrise en gestion des ressources humaines

J'ai travaillé en gestion des ressources humaines (GRH) dans un établissement de santé de Montréal avant de retourner à l'université pour faire une maîtrise. Celle-ci aborde les changements organisationnels et mon mémoire porte sur les démarches d'optimisation dans le réseau de la santé. Il vise à mettre en lumière les défis d'implantation de ce type de changement, notamment pour en comprendre la portée. Les études sur le sujet partent souvent du constat que les décideurs sous-estiment les écueils propres aux réformes administratives d'optimisation des ressources. C'est pourquoi les ambitions du projet de loi 10 soulèvent chez moi plusieurs interrogations.

Le gouvernement envisage d'abolir les agences pour les remplacer par des « super-CSSS ». Une nouvelle réforme. Encore. Une fois qu'elle sera engagée, il sera impossible de rebrousser chemin. C'est pourquoi le ministère a l'obligation de réussir pour éviter les surcoûts inévitables des réformes mal planifiées.

Cette réforme proposée s'ajoute à plusieurs autres déjà en cours. Celles-ci visent le plus souvent les

mêmes objectifs : gagner en efficacité. Or, qu'en est-il des gains réels issus de la fusion des CSSS en 2003 et de l'implantation en 2010 de l'approche Lean Santé lancée par l'ancien ministre de la Santé Yves Bolduc ? On baigne encore dans l'incertitude quant aux effets réels de ces projets d'envergure.

Ressources supplémentaires

Pour ne pas nuire à la qualité des soins et éviter d'allonger les listes d'attente, le ministère va devoir engager des ressources supplémentaires pour préparer la transition, des cadres pour accompagner et encadrer le personnel (la charge de travail actuelle ne disparaîtra pas par magie), prévoir des sommes nouvelles pour la formation, sans compter les pertes d'efficacité à court terme dues à la création de nouvelles équipes de travail. De plus, en affirmant aux cadres sur le terrain (ceux qui mettront en œuvre la réforme) que 1300 d'entre eux vont perdre leur emploi, la motivation et la productivité au travail vont probablement diminuer.

Ces risques sont-ils considérés dans les économies et échéanciers mis en avant ? Une vraie réforme demande des ressources supplémentaires. Est-ce que tous ces coûts et nombreuses heures (en sus du travail normal) sont pris en compte

dans le calcul ? Ou est-ce que ce sera à déduire des 220 millions de dollars en économies annuelles mis en avant par le ministre Barrette ?

De surcroît, le ministre souhaite changer la culture organisationnelle du système de santé en deux petites années. Sacré défi ! Étant donné que ses prédécesseurs mettaient en avant avec la même conviction des gains qui ne se sont pas matérialisés, j'ai l'impression que le ministre sous-estime les coûts et surestime les bénéfices. Ça fait un moment que sont déjà engagés des projets visant l'amélioration de la performance de notre système de santé. La roue repart, une fois de plus, alors que le quotidien des employés et cadres du système de la santé ressemble à un éternel champ de changements.

Quel sens donner à une réforme supplémentaire ? Comment mobiliser pour une énième fois le personnel concerné ? Je crains que les employés du réseau ne soient épuisés, désorganisés et désengagés à la fin de ce processus. À ce sujet, les études convergent ; ces bouleversements de structure nécessitent un dialogue, des consensus et l'adhésion des différentes parties prenantes du réseau de la santé. Ils sont nécessaires pour assurer le succès d'une réforme de cette envergure.

IDÉES

EXPLOITATION DU PÉTROLE

Une autre vision de la « force de résister »

Lors de la commission sur l'oléoduc 9B d'Enbridge, les élus sont loin d'avoir fait preuve d'aplaventrisme

SCOTT MCKAY

Ex-député (2008-2014), chargé de cours, responsabilité sociale et environnementale, UQAM et HEC Montréal. Auteur de Pour un Québec vert et bleu; Le virage vert, l'économie et la gouvernance (PUL, 2013).

Dans la page éditoriale du *Devoir* du samedi 13 septembre, Josée Boileau exprime son enthousiasme devant la prise de position critique du maire de Montréal quant au renversement du flux de pétrole dans l'oléoduc 9B de la compagnie Enbridge. Ce faisant, elle ne manque pas de dénoncer l'aplaventrisme des gouvernements à Québec. La commission parlementaire qui s'est penchée, en fin de session 2013, sur ce projet est décrite par l'éditorialiste comme l'illustration parfaite de « cette ère d'aplaventrisme » où les élus québécois s'abaissent au niveau des conservateurs fédéraux.

Précisons d'abord que je participais à cette commission parlementaire à titre de député membre de la Commission des transports et de l'environnement. Il m'apparaît que l'éditorialiste caricature à outrance cet exercice parlementaire, alors qu'on devrait s'en servir pour en tirer des leçons potentiellement précieuses.

Tout en joignant ma voix à celle de Josée Boileau pour saluer la détermination des élus municipaux à n'accepter aucun compromis sur la sécurité, j'aimerais apporter ici quelques précisions sur l'épisode de ladite commission parlementaire. Malgré les failles de ce processus, j'estime qu'il a malgré tout posé des balises essentielles, balises qu'il faudrait cesser de minimiser parce que les enjeux sécuritaires et environnementaux sont trop graves pour les concéder au seul gouvernement canadien.

Le rapport contient quelque 18 recommandations, faites à l'unanimité des membres qui se sont donné la peine de participer à sa rédaction. Le député de Québec solidaire a préféré produire son propre rapport. L'analyse comparative des deux documents montre que le rapport de la Commission va plus loin en ce qui concerne les mesures de protection et les stratégies de transition énergétique. Tout comme les élus de la Communauté métropolitaine de Montréal, le rapport de la Commission reconnaît l'importance stratégique du maintien des avantages concurrentiels de l'industrie pétrochimique de l'est de l'île, la raison d'être du renversement vers Montréal du flux de l'oléoduc. Pour ce faire, il réclame des garanties sur la solidité du pipeline, la protection des points de traverse des cours d'eau et un rehaussement important des mesures de sécurité publique.

Bien sûr, il faudra que le gouvernement du Québec agisse davantage et de façon cohérente



L'annonce de la fermeture de la raffinerie Shell de Montréal-Est en 2010 avait suscité un vaste mouvement de mobilisation, dans lequel s'étaient impliqués plusieurs élus.

en faveur de la transition énergétique. Comment assurera-t-on au cours des prochaines décennies, la transition vers une économie faible en carbone? Je me suis prononcé publiquement sur cette question, notamment dans les pages du *Devoir* en novembre 2013. J'y soulignais que la transparence et le débat public, l'assujettissement aux normes environnementales les plus strictes et le rehaussement des assurances de responsabilité civile représentent les mesures les plus pressantes. Il importe d'aller beaucoup plus loin en ce qui concerne la réduction de la consommation de pétrole et la conversion vers une industrie de la chimie verte.

Bien sûr, il faudra que le gouvernement du Québec agisse davantage et de façon cohérente en faveur de la transition énergétique

Le fait que les élus québécois se penchent sur cette question et expriment unanimement (ou presque) les conditions par lesquelles nous pourrions à la fois satisfaire les conditions pour maintenir les emplois liés à la grappe pétrochimique de l'est de Montréal et pour assurer la protection des citoyens et de l'environnement, ce n'est pas de l'aplaventrisme.

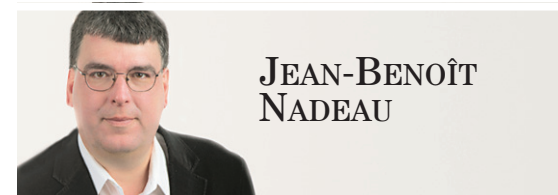
En effet, la fermeture de la raffinerie Shell de Montréal-Est en 2010 a suscité un vaste mouvement de mobilisation. Plusieurs députés de l'Assemblée nationale se sont joints à la grande marche organisée par le comité de mobilisation de l'Est en soutien aux travailleurs et aux travailleuses de la raffinerie le 28 mars 2010. Selon mon souvenir, tant Amir Khadir que Nicole Léger sont

venus témoigner de leur appui. Le président du syndicat des travailleurs de Shell y exprimait haut et fort que «fermer les yeux sur la fermeture de la raffinerie de Montréal-Est serait une grave erreur lourde de conséquences pour l'environnement. La fermeture de la raffinerie Shell ne diminuera pas la demande en pétrole ni au Canada ni au Québec, expliqua-t-il. La réalité, c'est qu'on ne vit pas dans un monde sans pétrole pour l'instant».

Comment, en toute cohérence, éviter de reproduire une telle catastrophe économique avec la seule raffinerie qui demeure, tout en s'assurant de ne pas vivre une catastrophe écologique? Refuser sans conditions le renversement de l'oléoduc 9B n'assurerait ni les emplois ni la protection de l'environnement. Faut-il rappeler que ledit pipeline coule actuellement, de Montréal vers North Westover, sans contrainte particulière et sans que personne trouve à y redire? Il y a une réalité devant laquelle on ne peut se contenter de fermer les yeux.

Bref, que les élus québécois n'abandonnent pas leur souveraineté sur leur territoire et qu'ils engagent des débats qui transcendent la partisanerie sur des questions aussi cruciales que la sécurité publique, la protection de nos sources d'eau potable et l'avenir énergétique, cela me semble sain. La commission parlementaire tenue sur le renversement du flux de l'oléoduc 9B d'Enbridge n'est pas un exemple parfait, loin de là. Il m'apparaît toutefois souhaitable que l'Assemblée nationale du Québec ne fuie jamais ses responsabilités devant l'obstination aveugle des instances fédérales. En ce sens, oui, ayons la force de résister!

Les États-Unis en jachère



JEAN-BENOÎT NADEAU

Depuis dix ans que je fréquente les francophones américains, une question revient sans cesse: pourquoi les Québécois tiennent-ils si peu compte de la francophonie américaine dans leurs stratégies d'information, de communication, de distribution ou de recrutement?

J'avoue ne pas avoir de réponse. Serait-ce qu'on se méprend sur le sens du mot francophone? Par ignorance? Ou parce que, pour citer l'anthropologue Serge Bouchard, les Québécois ont rejeté cet espace de leur imaginaire collectif? Ou parce qu'on imagine les États-Unis comme un monolithe linguistique?

«Et pourtant, pourtant», comme le chantait Aznavour.

Prenez cette statistique parue récemment dans la revue *French District*, de Miami. Parmi les 168 millions d'abonnés américains de Facebook, 1,3 million déclarent le français comme première langue! Et les principaux centres sont la Californie (213 000 abonnés Facebook), New York (180 000), la Floride (123 000) et l'Illinois (50 000).

Combien d'Américains parlent français, au juste? Il existe des statistiques. Selon le Bureau américain de la statistique (U.S. Census Bureau), 1,3 million d'Américains âgés de plus de cinq ans déclaraient «parler le français à la maison» en 2011 (ce ne sont pas les mêmes que Facebook). Outre 621 000 pour le créole haïtien (dont un bon nombre sont de facto francophones).

En mai dernier, la revue *Slate* a transposé cette statistique sur carte. Le français est la deuxième langue à la maison dans quatre États (Maine, New Hampshire, Vermont et Louisiane) et troisième langue après l'espagnol dans sept autres: Connecticut, Delaware, Maryland, Virginie-Occidentale, Mississippi et les deux Carolines! Voire un huitième, la Floride, où la troisième langue est le créole haïtien.

Autre statistique officielle: 11 millions d'Américains affirment une origine «française» (québécoise, acadienne, canadienne-française, française ou haïtienne). Ce qui en exclut encore quelques millions issus des autres pays francophones.

Autre statistique significative: 1,5 million d'Américains étudient le français chaque année de la maternelle à l'université. C'est moins que l'espagnol (six millions d'apprenants), mais davantage que toutes les autres langues réunies.

Des millions de réels francophones américains passent donc sous le radar. Parce qu'ils n'ont pas de compte Facebook. Ou parce qu'ils ne parlent pas le français à la maison. Ou parce que le français est leur troisième langue. Ils s'appellent John Kerry (secrétaire d'État), John R. MacArthur (président et éditeur de *Harper's* et chroniqueur au *Devoir*), Indra Nooyi (p.-d.g. de PepsiCo) ou Jodie Foster (actrice). Combien? Peut-être cinq ou six millions, selon le Centre de la francophonie des Amériques, en se basant sur une étude d'Étienne Rivard de l'Université Laval.

Bref, la francophonie américaine est peut-être aussi nombreuse que les Québécois. Diffuse certes, mais réelle, instruite et en moyens. Elle orbite autour des Alliances françaises, des lycées et collèges français, des communautés religieuses, des services culturels des consulats et délégations ou diverses associations. Comme la remarquable Association américaine des professeurs de français, qui fédère 10 000 membres très militants, dont un bon nombre de fins connaisseurs du Québec.

Au Québec, je n'ai rencontré personne, dans la faune des décideurs associatifs, entrepreneurs, cadres et autres «entreprenants», qui prenne cette réalité en compte ou qui en saisisse le potentiel. Hormis la diplomatie culturelle québécoise, qui fait un travail remarquable de débroussaillage, c'est la jachère la plus complète.

At-on les moyens de ne pas informer, cibler, recruter les John Kerry de demain? La réponse est évidemment non. Le fait-on? Ce sont les Français qui, aux États-Unis, font cet effort — et qui, évidemment, en profitent.

Prenez le guide *French District*, fondé en 2008 par trois Français, Laure et Romain Angeletti, et Ben Borie. Son nom, qui signifie «quartier français», résume le programme: recréer un quartier virtuel pour une communauté qui ne s'est jamais regroupée en quartier. Et ça marche: *French District* compte 200 000 abonnés, une clientèle jeune, principalement les 20 à 45 ans.

Lancé en Floride, *French District* s'est implanté à New York et à Atlanta en 2011. Il y a maintenant dix éditions francophones, dont deux en Californie, au Texas, à Washington, à Las Vegas, à Boston, plus trois éditions en langue anglaise à New York, en Floride et en Californie. Et il y a même une troisième édition floridienne appelée *Québec District*. De quoi embaucher 20 personnes. «Surtout des Français, quelques Américains et des Indiens», m'a dit Romain Angeletti, le p.-d.g.

— Pas de Québécois?
— C'est difficile. Ils sont là six mois et ils repartent après l'hiver.
Cherchez l'erreur.

jean-benoit@nadeaubarlow.com

POSSIBLE FERMETURE DES CONSERVATOIRES

« J'en ai presque échappé ma baguette! »

JACQUES LACOMBE

C.M., C.Q.

Monsieur le Premier Ministre, Madame la Ministre de la Culture,

C'est en pleine répétition de l'opéra *Carmen*, que je dirige présentement à Vancouver, que j'ai pris connaissance des rumeurs de fermeture des Conservatoires de musique du Québec en région. Pour être honnête avec vous, j'en ai presque échappé ma baguette!

Comme chef d'orchestre diplômé des Conservatoires, l'enseignement que j'y ai reçu me permet de poursuivre une carrière épanouissante sur les plus grandes scènes du monde, d'être devenu le premier Québécois nommé à la tête d'un orchestre américain, celui du New Jersey, tout en conservant mes racines dans ma ville natale, en tant que directeur artistique de l'Orchestre symphonique de Trois-Rivières. À ce titre, je joins ma voix au récent concert de protestations et j'appuie sans réserve la sauvegarde de cette institution unique qui fait la fierté et la richesse culturelle de notre société distincte.

Grâce au réseau des Conservatoires, les jeunes talents musicaux d'ici bénéficient d'une relation exceptionnelle avec leurs professeurs, et ce, de la plus tendre enfance jusqu'au niveau universitaire à la faveur d'un cursus continu, allant bien au-delà de l'apprentissage de l'instrument, ce que ni le secteur privé ni le secteur public ne peuvent offrir. Les Conservatoires constituent un véritable patrimoine humain



JULIE SKARRATT

En tant que chef d'orchestre diplômé des Conservatoires, Jacques Lacombe connaît leur nécessité pour le patrimoine du Québec.

d'une richesse inestimable. Or, si un individu s'avisait de détruire un édifice patrimonial, il serait sévèrement jugé par la société. Pourquoi alors en serait-il autrement lorsqu'il s'agit d'un patrimoine humain? L'idée que une décision administrative puisse en un instant détruire une

telle institution de savoir, que nous avons mis des décennies à construire, me fait frémir.

Je comprends que votre gouvernement fait face à de nombreux défis. Cependant, je pense à ceux, autrement plus dramatiques, auxquels ont été confrontés les dirigeants européens au lendemain de la Seconde Guerre mondiale... Vienne, qui fut sévèrement touchée par les affres de la guerre, a vu son Opéra national reconstruit avant même le parlement et l'hôtel de ville. Les dirigeants de l'époque avaient compris qu'un peuple se définit d'abord et avant tout par sa culture, et que c'est précisément durant ces moments difficiles que le peuple a le plus besoin d'art et de culture.

Or, si la situation financière du Québec est à ce point difficile, cette leçon d'histoire devrait peut-être servir d'inspiration. La décision de fermer une institution en raison d'un déficit budgétaire peut aisément être prise par un simple logiciel comptable. En revanche, la décision de donner les moyens de s'épanouir à une institution aussi importante que le Conservatoire ne peut venir que d'un grand chef d'État. Souhaitez-vous que vous et votre gouvernement passiez à l'histoire comme les fossoyeurs de la culture de notre société distincte et de ses institutions, ou plutôt comme de véritables leaders et bâtisseurs visionnaires et inspirés? Vos décisions à venir répondront sans doute à cette question...

Monsieur le Premier Ministre Couillard, si vous n'avez jamais rêvé d'être un grand chef d'orchestre, vous avez aujourd'hui une occasion unique de vous montrer à la hauteur de vos fonctions.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Antoine Robitaille (éditorialiste, responsable de la page Idées), Jacques Nadeau (photographe), Michel Garneau (caricaturiste); information générale: Isabelle Paré (chef de division), Caroline Montpetit (affaires sociales), Lisa-Marie Gervais (éducation), Alexandre Shields (environnement), Amélie Daoust-Boissvert (santé), Pauline Gravel (sciences), Fabien Deglise (société), Jean Dion (sports), Mélanie Loisel et Philippe Orfall (reporters); information politique: Marco Fortier (chef de division), Michel David (chroniqueur), Héténe Buzzetti et Marie Vastel (correspondantes parlementaires à Ottawa), Marco Bélair-Cirino et Robert Dutriscac (correspondants parlementaires à Québec), Jeanne Corriveau et Brian Myles (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec), Guillaume Bourgault-Côté (reporter); Véronique Chagnon et Louis Gagné (pupitre); information culturelle: Catherine Lalonde (responsable du cahier Livres), Odile Tremblay (cinéma), Stéphane Baillargeon (médias), Frédérique Doyon et François Lévesque (reporters), Julie Carpentier (pupitre); information économique: Gérard Bérubé (chef de division), François Desjardins, Éric Desrosiers, Jessica Nadeau et Karl Rettono-Parazelli (reporters), Gérald Dallaire (pupitre); information internationale: Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque et Guy Taillefer (reporters); Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives); section art de vivre: Diane Précourt (responsable des cahiers Week-end et Plaisirs), Emilie Folie-Boivin (pupitre); équipe internet: Laurence Clavel, Marie-Pier Frappier, Benoît Munger, Philippe Papineau et Geneviève Tremblay (pupitre), Martin Blais, Sophie Chartier et Florence Sara G. Ferraris (assistants); correction: Andrée Bédard, Christine Dumazet et Michèle Malenfant; soutien à la rédaction: Amélie Gaudreau (secrétariat); Laura Pelletier et Arnaud Stopa (commis); DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Vanessa Racine (Ottawa), Éliann, Nathalie Jobin (par intérim), et Chantal Rainville (publicitaires), Sylvie Laporte (avis légaux), Amélie Maltais (coordonnatrice), Laurence Hémond (secrétaire); PRODUCTION Olivier Zuida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin et Nathalie Zemaits; INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur web), Imane Boudhar (analyste programmeur), Hansel Matthews (technicien informatique); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Geneviève O'Meara (coordonnatrice des communications et de la promotion), Maxime-Olivier Leclerc (coordonnateur du service à la clientèle), Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois, Isabelle Sanchez; ADMINISTRATION Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Florentina Draghici, Céline Furoy et Véronique Pagé.

ACTUALITÉS

MÉDECINS

SUITE DE LA PAGE 1

tion a dû rembourser en partie.

Une «zone grise»

Par quelle mécanique les médecins peuvent-ils recevoir cette double prestation?

Entré en vigueur en 2006 pour les médecins de famille et en 2011 pour les spécialistes, le programme d'allocation de maternité pour les médecins ne s'adresse qu'aux femmes. Les omnipraticiennes ont droit à 1526\$ par semaine pendant douze semaines, alors que les spécialistes peuvent toucher 2400\$ par semaine pendant la même période. Un supplément de 666 et 1000\$ par semaine respectivement est accordé à celles qui pratiquent en cabinet. C'est la RAMQ, agent payeur des médecins, qui débourse ces sommes. Plus de 13 millions de dollars ont été distribués à 497 médecins en congé de maternité en 2013, indique la RAMQ. Le programme est financé à même l'enveloppe de rémunération globale des médecins.

Or, les médecins peuvent aussi demander des prestations du RQAP, pour un maximum de 929\$ par semaine, et ce, même pendant ces douze semaines. «Une indemnité de grossesse [comme celle versée par la RAMQ] n'est pas comptabilisée», confirme David McKeown, porte-parole au MESS, et donc, pas déduite, comme le sont les autres revenus.

On ignore combien les médecins ont reçu en prestations du

RQAP en 2013. Si les 497 femmes médecins qui ont pris un congé de maternité en 2013 avaient reçu les prestations maximales, cela représenterait une enveloppe d'au plus 8,4 millions de dollars.

La planificatrice financière Marie-Eve Couture ne recommande pas à ses clientes médecins de toucher les deux prestations en même temps, car le phénomène est nouveau. «C'est une zone grise», dit-elle. Toutefois, dans un article paru dans l'édition de juin du magazine Santé inc., elle explique aux médecins qui sont incorporés comment toucher les deux prestations en même temps tout en ayant l'esprit tranquille. La prestation de la RAMQ est considérée comme appartenant à la compagnie du médecin. Ainsi, le RQAP ne peut la déduire de son allocation, même s'il y a chevauchement. Le ministère partage cette interprétation de la loi, confirme David McKeown. Environ la moitié des médecins sont incorporés.

«Je ne le recommande pas et je ne connais pas de médecin qui a touché les deux prestations en même temps, car nous n'avons pas de réponse claire du RQAP», explique M^{me} Couture au Devoir. Oui, ça semble légal. Mais je conseille à mes clientes de recevoir d'abord leurs prestations de la RAMQ, puis de passer à celles du RQAP, sans chevauchement.»

D'autres travailleurs ont accès à une bonification de leur prestation parentale de leur employeur qui n'est pas déduite de leurs prestations du RQAP. Mais ces sommes sont généralement modestes, soit 5%, 10% ou 20% du salaire de l'employé pendant quelques semaines

sous forme d'allocation de maternité ou parentale. Pour les médecins, les sommes versées par la RAMQ dépassent largement celles versées par le RQAP.

La faillite préoccupe le MESS. «La situation est connue du ministre, et il y a un suivi qui est fait», indique David McKeown.

Les médecins qui sont incorporés et qui planifient une grossesse doivent penser à se verser une rémunération sous forme de salaire l'année précédente, plutôt que sous forme de dividende, pour avoir droit aux prestations du RQAP.

Inacceptable, dit la FMSQ

La présidente de la FMSQ, Diane Francœur, était à la table de négociation quand les allocations de maternité ont été consenties aux médecins. «Ça n'a jamais été notre intention de pouvoir toucher le RQAP en même temps», dit-elle. «Ce n'est jamais venu à mes oreilles que quelqu'un ait pu toucher les deux montants en même temps. Si oui, il y a une limite, c'est une ques-

tion d'intégrité. On va y remédier. Un médecin n'est pas censé s'acharner à chercher les craques dans les ententes pour s'enrichir.» L'obtention de douze semaines de congé pour les femmes médecins était une grande victoire, dit-elle.

S'érigeant en défenseur du régime public d'assurance parentale, elle revendique le droit des médecins d'y avoir accès comme tous les travailleurs québécois. D'ailleurs, elle s'inquiète des rumeurs de compressions qui ont circulé ces dernières semaines. «Le RQAP est un outil extraordinaire. Je l'ai vu comme gynécologue, avec les garderies, ça a redonné le goût aux femmes de faire des bébés!» Si le programme était amputé à la suite de l'exercice de révision des programmes, elle promet de descendre dans la rue aux côtés des parents. «Sans compter que les pères, dont les hommes médecins, s'en prévalent de plus en plus. Il ne faut pas retourner en arrière!»

Le Devoir

Programme d'allocations de maternité aux médecins

Sommes versées par la RAMQ

	FMOQ	FMSQ	TOTAL
2010	4 696 041 \$	0 \$	4 696 041 \$
2011	4 871 317 \$	1 827 921 \$	6 699 238 \$
2012	5 431 999 \$	6 664 290 \$	12 096 289 \$
2013	6 759 135 \$	6 334 650 \$	13 093 785 \$

Source: Régie de l'assurance maladie du Québec

DÉBÂCLE

SUITE DE LA PAGE 1

pour les démocrates», lance-t-il dans son bureau de K Street, à quelques pâtés de maisons du Capitole. «L'insatisfaction des électeurs sur la direction générale du pays, l'impopularité de Barack Obama et les mauvaises nouvelles qui sont tombées au cours des dernières semaines — surtout en politique étrangère, avec l'intervention au Moyen-Orient... Tout cela bénéficie aux républicains. Pas que le GOP [Grand Old Party, le Parti républicain] soit aimé des Américains: il est seulement moins haï qu'après le shutdown il y a un an et s'attire un peu plus la faveur des électeurs que le président.»

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Selon un récent sondage NBC News/Wall Street Journal, seulement 42% des Américains ont une opinion positive de Barack Obama, contre 46% qui ont l'opinion contraire. Le Parti républicain, lui, s'attire une bonne note chez 31% des électeurs, et une mauvaise chez 41% d'entre eux. «Pas de quoi se vanter, concède M. Rothenberg, mais les opinions négatives envers le président sont plus prononcées qu'à l'égard des républicains [5% de différence].» Il s'agit en plus d'une nette amélioration par rapport à la fin octobre 2013, dans la foulée du shutdown, alors que le Parti républicain souffrait d'un ratio d'opinions positives et négatives de 22 contre 53.

Référendum sur Obama

Cette poussée républicaine n'a rien de très surprenant, indique Stuart Rothenberg. D'un point de vue historique, du moins. «L'histoire est très claire: sous un président impopulaire, les élections de mi-mandat sont généralement très décevantes pour son parti», dit-il. Les électeurs ont beau dire qu'ils se font une opinion sur les deux candidats en lice [dans leur district ou leur État], ils finissent souvent par utiliser ces élections pour envoyer un message au président... qui n'est pourtant pas sur le bulletin de vote! Ces élections sont les seules à l'agenda entre deux présidentielles et les gens vont manifester leur insatisfaction en sanctionnant le parti du président.»

Les républicains contrôlent la Chambre des représentants depuis 2011 et les démocrates sont à la barre du Sénat depuis 2007. Du côté de la Chambre basse, les analystes sont unanimes: elle



MARTINEZ MONSIVALS ASSOCIATED PRESS

Les républicains tablent sur l'impopularité de Barack Obama pour remporter les élections de mi-mandat.

restera républicaine. Le Parti républicain occupe 233 sièges et les démocrates, 199. Or il n'y a qu'une cinquantaine de sièges dont le sort n'est pas connu d'avance, souligne M. Rothenberg. Et sous la législature actuelle, les deux partis se les partagent presque également. «Il faudrait donc que les démocrates conservent tous leurs sièges et raflent quasiment tous ceux occupés par les républicains. C'est impossible. En fait, les républicains risquent même de ravir quelques sièges aux démocrates.»

Le suspense se trouve plutôt de l'autre côté du Capitole, au Sénat, où le tiers des sièges sont en jeu (les 100 sénateurs ont un mandat de six ans et tous les deux ans, un tiers d'entre eux sont soumis à des élections). La Chambre haute est présentement composée de 55 démocrates et de 45 républicains. Mauvaise nouvelle pour les démocrates, sept campagnes serrées ont lieu dans des États «rouges», remportés par le républicain Mitt Romney en 2012. «Il est fort probable que plusieurs démocrates seront balayés dans ces États», prédit Stuart Rothenberg. Des électeurs républicains iront aux urnes pour voter contre le parti du président, et

ce, même si plusieurs d'entre eux diront apprécier le sénateur démocrate en poste depuis des années.»

Aucun enjeu déterminant

L'une des stratégies des démocrates est d'ailleurs de mettre l'accent sur les enjeux propres au district ou à l'État dans lequel ils se présentent, afin de contrer la stratégie républicaine, laquelle tente par tous les moyens d'identifier le rival démocrate au président impopulaire. Dans cette stratégie, aucun enjeu spécifique ne prend les devants de la scène.

«Les républicains attaquent encore Obama-care, car une majorité d'Américains n'approuvent toujours pas le programme d'assurance maladie. Mais ils ont tellement frappé sur ce clou qu'il leur faut parler aussi d'autre chose. L'intérêt pour l'économie, qui était un enjeu de taille il y a deux ans, s'est un peu estompé, même si les gens restent préoccupés par cela. Les affaires étrangères, elles, prennent un peu de galon dans l'agenda national, à la faveur de l'intervention contre l'État islamique et les tensions avec la Russie en Ukraine. Mais rien ne s'impose. Le discours républicain reste centré sur des attaques générales contre le président: sa faiblesse, son indécision, son approche anti-business, etc.»

Comme si le tableau n'était pas assez noir pour les démocrates, M. Rothenberg croit que les sondages sous-estiment fort probablement l'appui aux républicains, qui jouissent habituellement d'une prime à l'urne considérable lors des *midterms*. «Les jeunes votent peu dans ces élections, de même que les Latinos, deux groupes qui penchent du côté démocrate. A contrario, le taux de participation a tendance à être plus élevé chez les personnes plus âgées et chez les Blancs, des électeurs qui optent surtout pour les républicains.»

Dans les quelques courses serrées qui détermineront quel parti héritera du Sénat, une égalité dans les sondages est donc pire qu'il n'y paraît pour les démocrates...

Le Devoir

MONTAGNE

SUITE DE LA PAGE 1

la promenade, la récurrence du fleuve dans la collection de toiles exposées sur les murs du chalet racontant l'histoire de la colonie française. Gravier le mont Royal pour admirer le Saint-Laurent ne demeure-t-il pas un pèlerinage urbain par excellence tant pour les citoyens que les touristes?

Sous les tropiques

L'origine du mont Royal elle-même porte la trace de l'eau, signale notre guide en attirant notre regard sur de petits reliefs striés dans les pierres qui façonnent les murs du chalet du belvédère. Des coquillages!

«Il y a aussi du corail et des vers fousseurs tubulaires», dit-il. Il y a 450 millions d'années, ce qui va devenir la région de Montréal se trouvait sous les tropiques, recouvert d'une mer peu profonde et chaude, partie de l'océan Iapétus». Les fossiles imprimés dans les roches sédimentées ont été charriés jusqu'ici par le mouvement de plaques tectoniques.

Autre source maritime de certains coquillages: la mer de Champlain, ancêtre de notre fleuve, qui recouvrait le territoire il y a 13000 ans pour ne laisser poindre que le sommet le mont Royal.

«Ce sont des liens insoupçonnés qui ont une valeur très forte dans la compréhension de la montagne», souligne le guide.

Rivière-métaphore

Derrière le chalet du mont Royal, un muret de pierre bordant un sentier semble anodin. En fait, il protège le lit de l'un des ruisseaux formés par la pluie et la fonte des neiges. Plus bas, cette eau se fait marécage sur presque un demi-hectare.

«C'est un milieu très important pour le mont royal et sa biodiversité», indique M. Villanove. Très riche en faune, en flore, c'est une des seules zones humides permanentes, naturelles.»

Torrentiels au printemps, ces ruisseaux ont alimenté les autochtones puis les premiers colons. Ils se déversaient alors dans des rivières aujourd'hui devenues canalisations ensevelies sous la ville.

Ces filons d'eau resurgissent métaphoriquement lorsque la promenade s'enfonce dans la ville, dans ses strates d'histoire en s'attardant à quelques fontaines emblématiques. On y revisite ainsi tous les «centres-villes» qu'a connus Montréal. La fontaine du campus de l'Université McGill fait traverser le Golden Square Mile, où migrent les bourgeois anglais de la fin du XIX^e siècle, tandis que celle de la place Ville-Marie témoigne de l'urbanité moderne du XX^e siècle.

Entre le magnifique bassin-fontaine du Centre du commerce mondial et la fontaine sculpture de la place Jean-Paul-Riopelle, un corridor souterrain décoré de blanc et bleu évoque l'ancienne rivière Saint-François.

«On suit exactement l'ancien tracé de la rivière et des fortifications», dit notre guide.

Enfin, au Vieux-Port s'étend le fleuve, voie d'eau magistrale par laquelle tout a commencé. Et la boucle est bouclée.

Le Devoir

Les randonnées du 5 et du 18 octobre portent sur Les trois sommets du mont Royal. La randonnée De la montagne au fleuve reviendra au printemps.

Un réseau d'eau potable majeur

Le mont Royal et sa périphérie comptent six réservoirs. L'ensemble du réseau de production et de distribution d'eau potable de Montréal (14 réservoirs) est parmi les plus importants en Amérique du Nord. Sous les antennes, le réservoir de la Montagne (900 000 litres) et, plus bas, le réservoir du Sommet (14 millions de litres) desservent les bâtiments du mont Royal. Le réservoir de Châteaufort (210 millions de litres) dessert les résidences du nord de l'île. Le réservoir Côte-des-Neiges alimente la périphérie inférieure du mont Royal (32 millions de litres). Le réservoir Vincent-d'Indy dessert la partie centrale de l'île (196 millions de litres). Construit en 1854, le réservoir McTavish contient 148 millions de litres d'eau (60 piscines olympiques). Il était à ciel ouvert jusqu'en 1947. Il dessert les résidences du sud-est de la ville.

L'origine du lac aux Castors

Alors que se poursuivent les travaux, des géologues, dont Jean-Michel Villanove, on a pu retracer l'histoire de ce lac artificiel, creusé à même une cuvette naturelle. «On a trouvé des morceaux de bois rongés par les castors [comme ceux qui lui ont donné son nom] et, cette fois, on a pu faire des tas de datations au carbone 14, dit-il. On a trouvé que le lac date de quelque 12 000 ans, donc tout de suite après le retrait de la mer de Champlain.»

Sénat: quatre courses à surveiller, selon Stuart Rothenberg

Caroline du Nord: Kay Hagan (D) Thom Tillis (R)

Alaska: Dan Sullivan (R) — Mark Begich (D)

Iowa: Bruce Braley (D) Joni Ernst (R)

Colorado: Mark Udall (D) Cory Gardner (R)

Stuart Rothenberg en cinq dates

1977: Obtention d'un doctorat en science politique de l'Université du Connecticut

1997-1980: Professeur science politique à l'Université Bucknell

1989: Lancement du Rothenberg Political Report

1992: Premières chroniques pour Roll Call

1994-2004, 2008-2012: Analyste lors des soirées électorales à CNN et à PBS

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h Renseignements et administration : 514 985-3333



Le Devoir sur ledevoir.com



sur Facebook et sur Twitter

La rédaction

Au téléphone 514 985-3333 / 418 643-1541
Par courriel redaction@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3360

Publicité

Au téléphone 514 985-3399
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305
Par télécopieur 514 985-3390

Avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514 985-3344
Par courriel avisdev@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3340

Petites annonces et publicité par regroupement

Au téléphone 514 985-3322
Par télécopieur 514 985-3340

Abonnements (lundi à vendredi, 7 h 30 à 16 h 30)

Au téléphone 514 985-3355
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-5967

Agenda culturel

Par courriel agenda@ledevoir.com